

*l'Anti*capitaliste

N°72 | JANVIER 2016 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



LE MONDE PAYSAN À UNE CROISÉE DES CHEMINS



**LA GUERRE ENTRE L'OCCIDENT
ET DAECH : ENJEUX ET PERSPECTIVES**



**13 NOVEMBRE ET RÉGIONALES
COUP DE SEMONCE ÉLECTORAL,
AGGRAVATION DE L'ÉTAT FORT**



**ARGENTINE
MAURICIO MACRI, UN GRAND
PATRON À LA TÊTE DU GOUVERNEMENT**

Sommaire

EDITORIAL

Antoine Larrache La déchéance du Parti socialiste **P3**

PREMIER PLAN

Martín Noda, Daniela Cobet Argentine

Mauricio Macri, un grand patron à la tête du gouvernement **P4**

Virginia de la Siega Le FIT affirme son espace politique et électoral **P6**

ACTUALITE

Galia Trépère Après le coup de semonce des élections régionales **P8**

Jean-Philippe Divès Les grandes puissances face à l'« Etat islamique » **P10**

Yann Cézard Que veut Daech ? **P12**

Henri Wilno En France, un Etat encore plus fort **P14**

Daniel Tanuro COP21 En dépit du spectacle, le verre est vide à 80 % **P17**

Michèle Villanueva De Kos à Athènes, quelques jours avec les migrants **P20**

DOSSIER

Textes préparés par **Gérard Florenson**

Le monde paysan à une croisée des chemins **P22**

Les paysans français

Une classe longtemps en marge du développement capitaliste **P23**

Des mutations qui laissent à l'écart beaucoup d'agriculteurs **P26**

Les salariés, oubliés du monde agricole **P28**

Crise porcine et spécificité des crises agricoles **P29**

REPERES

Antoine Larrache Révolte des banlieues de 2005

Déjà l'état d'urgence, l'islamophobie et la faiblesse du mouvement ouvrier... **P31**

LECTURES

Patrick Le Moal *Anticapitalistes*, de Florence Joshua

Une sociologie historique de l'engagement de 1968 à 2009 **P34**

FOCUS

Jean-Philippe Divès « Washington, nous avons un problème... » **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@mpa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Galia Trépère, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@mpa2009.org

Gérant et directeur de la publication :

Ross Harrold

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@mpa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 22

Fax : 01 48 59 23 28

Mail : rotoimp@wanadoo.fr

A Paris, le 11 octobre 2014. Photothèque rouge/Milo.



La déchéance du Parti socialiste

PAR ANTOINE LARRACHE

Devant le Congrès à Versailles, Hollande a annoncé la déchéance de la nationalité pour les binationaux coupables d'actes terroristes. Cette proposition directement extraite du programme du Front national, soutenue d'après les sondages par 85 % de la population, semblait forgée pour sauver les conseillers régionaux du PS. Puis l'exécutif a paru reculer avant que Hollande, suivi de Valls, ne réaffirme son objectif.

Cette mesure est présentée par tous les dirigeants politiques comme symbolique, c'est-à-dire inutile en pratique — il est évident que la peur de perdre sa nationalité ne décourage pas un kamikaze — et de nature fondamentalement politique.

L'ÉTAT D'URGENCE PERMANENT

Son sens premier est de donner un cadre idéologique à la politique actuelle. Car des mesures bien concrètes sont en préparation, avec l'introduction de l'état d'urgence dans la Constitution et la limitation des libertés : surveillance des ordinateurs et téléphones, assignations à résidence, retenues de quatre heures par la police, perquisitions de nuit, fouille des véhicules, contrôles d'identité sans justification, interdiction de réunions, voire un contrôle sur la presse. Tout cela sans mesure judiciaire, sur simple ordre des préfets à leurs policiers.

La proposition de déchéance de nationalité apporte une justification politique à cet arsenal. Elle reconstruit la figure de l'ennemi intérieur, infiltré au sein du pays, parmi les immigrés, les étrangers ou les musulmans.

La difficulté pour l'exécutif est que la mesure rompt avec le discours républicain classique de l'égalité entre les citoyens et choque ainsi jusqu'au sein des Républicains. La pirouette imaginée par Cambadélis, permettre la déchéance de nationalité y compris pour les Français non binationaux, est elle-même contradictoire avec la Déclaration des Droits de l'Homme car elle créerait des apatrides. Difficile, lorsqu'on se prétend « patrie des Droits de l'Homme », d'y déroger...

OÙ VONT HOLLANDE ET VALLS ?

La fuite en avant de l'exécutif provoque des réactions fortes à gauche. Des dizaines d'associations, dont de nombreuses sont liées au PS, ont signé l'appel « Pour nous c'est définitivement non », des milliers de personnes signent les pétitions. Le PS même semble parfois au bord de l'explosion. Benoît Hamon, il y a quelques mois encore ministre, a déclaré, à propos du clivage entre la gauche et la droite : « dans la réalité, la nature des politiques mises en œuvre sur les questions économiques et sociales n'est pas fondamentalement différente. » Même Cambadélis est mal à l'aise et le Mouvement des jeunes socialistes s'est désolidarisé de Hollande.

Tous ces courants ne sont pas révolutionnaires, loin s'en faut. La majorité a même soutenu l'état d'urgence et les bombardements en Syrie. Mais il est tout de même intéressant de constater que certaines franges du PS conservent, malgré tout, des liens avec des secteurs des classes populaires qui s'opposent à des mesures aussi dramatiques.

Autour des élections régionales, s'appuyant sur l'Union nationale mise en place après les attentats, Hollande et Valls ont lancé plusieurs appels en direction de la droite. Ceux-ci ont été repris par Raffarin, qui s'est dit prêt à accepter un pacte national contre le chômage.

Le soutien du FN, d'une partie de la droite et de la majorité des sondés à la déchéance de la nationalité permet à Hollande de se présenter comme au-dessus des partis, en particulier du sien, pour tenter de sauver sa candidature à la présidentielle. On assiste à une tentative de prise de distance de l'exécutif vis-à-vis du PS et de la gauche, un choix voulu par Valls lorsqu'il était candidat à la primaire socialiste.

VERS « L'ÉTAT FORT »

Valls et Hollande cherchent un bouleversement de l'échiquier politique, sous la pression de l'extrême droite mais aussi de l'enfoncement du pays et du monde dans la crise. Les exemples grecs et espagnols leur font penser que, pour gérer les affaires de la bourgeoisie, il faut une mutation profonde du système, de l'Etat, des structures démocratiques (voir dans ce numéro l'article d'Henri Wilno sur « l'Etat fort »).

C'est une tendance internationale, avec l'élargissement de la répression, la mise en place de gouvernements « techniques » ou « d'experts », ou les décisions prises à l'échelle de l'Union européenne. La montée de l'extrême droite dans les classes sociales supérieures est d'ailleurs un indicateur du développement, petit à petit, de la volonté de certains secteurs de la bourgeoisie de mettre en place des solutions autoritaires. Pour les révolutionnaires, au-delà de la dénonciation des trahisons et hésitations des uns et des autres, il y a urgence à construire une mobilisation unitaire contre la politique du gouvernement, contre la déchéance de la nationalité, contre l'état d'urgence et la guerre. C'est dans l'action que nous pouvons faire progresser les consciences et redonner confiance au monde du travail. □

Le 30 décembre 2013 en Arabie saoudite, Hollande joue du sabre aux côtés de dignitaires locaux. DR.



ARGENTINE

Mauricio Macri, un grand patron à la tête du gouvernement

PAR MARTÍN NODA ET DANIELA COBET

Après 12 ans de kirchnérisme¹, le gouvernement vient de changer en Argentine. C'est la droite traditionnelle qui s'est imposée lors du deuxième tour de la présidentielle, en novembre 2015. Cette victoire a pour conséquence le début d'une politique d'austérité brutale (il y aurait eu de toute façon de l'austérité en cas de victoire du candidat kirchnériste, Daniel Scioli) et un gouvernement constitué sur mesure au service des intérêts du grand patronat.

La victoire au second tour, avec un peu plus de 51 % des voix, du candidat de la droite Mauricio Macri n'a pas été une totale surprise. Cela fait un certain temps que la dynamique dont le kirchnérisme avait bénéficié montrait des signes clairs d'épuisement. « *Explosion de l'inflation qui atteint les 40 % annuels, comme du chômage qui frôle les 20 %, crise de l'industrie automobile et fermetures d'usine, dévaluation de la monnaie et risque de faillite financière... L'Argentine est à nouveau en crise* », pouvait-on ainsi écrire dans ces pages, il y a un peu plus d'un an.² Depuis, l'effondrement des prix mondiaux des matières premières, qui avaient largement nourri la croissance argentine, comme sur un autre plan le scandale provoquée par la mort très suspecte du procureur Nisman³, avaient contribué à enfoncer davantage le kirchnérisme.

LE PRÉSIDENT-PATRON

Pour les Argentins, Macri est tout sauf un inconnu. C'est un peu comme si en France Arnaud Lagardère devenait président de la République. On saurait tout de suite au service de qui se trouverait le quinquennat. Mauricio Macri est le fils de Franco Macri, l'un des plus grands patrons argentins, qui a fait fortune pendant la dictature avec des entreprises du secteur de la construction actives surtout dans les travaux publics. Il a aussi été le patron de Sevel, une joint-venture de PSA et Fiat en Argentine. Pour faire carrière en politique, Mauricio Macri s'est servi de l'argent et des positions de pouvoir acquises par son père.

Il a commencé par devenir en 1995 président de Boca Juniors, une des principales équipes de football du pays. Puis, après avoir été battu à deux reprises, il a été élu en 2007 maire de la ville de Buenos Aires. Ses politiques sécuritaires et austéritaires lui ont gagné le soutien des classes moyennes supérieures. Il a utilisé son poste de maire de la capitale pour construire peu à peu un espace d'opposition au kirchnérisme. Lors des présidentielles de 2011, quand le kirchnérisme était encore fort, Macri a décidé de ne pas se présenter et de se préserver pour le scrutin suivant. Cette année, à la tête d'une coalition d'opposition de droite au kirchnérisme, il a fini par remporter les élections dans le cadre de l'épuisement du cycle des gouvernements post-libéraux en Amérique latine.

LA DROITE FACE À LA DROITE

On pourrait être tenté de voir dans l'élection de Macri un tournant à droite. Un tel tournant est cependant survenu bien avant sa victoire du 22 novembre 2015. Depuis plusieurs mois, le gouvernement de Cristina Kirchner prenait des mesures d'austérité, avec des dévaluations accompagnées d'une hausse de l'inflation et d'un quasi gel des salaires. De plus, Daniel Scioli, le candidat soutenu par les kirchnéristes (bien qu'étant partiellement en opposition à ces derniers), représentait l'aile droite de la mouvance péroniste et se préparait à mener lui aussi une politique d'austérité. Les différences portaient essentiellement sur les rythmes. La particularité du gouvernement Macri réside dans sa proximité avec les grandes en-



treprises, dans une idéologie de droite plus traditionnelle, très opposée au « populisme » kirchnériste et dans la défense d'un renforcement des mesures autoritaires. En quelques jours, Macri a d'ores et déjà donné un certain nombre d'illustrations de ce projet.

DE LA « RÉVOLUTION JOYEUSE » À LA « RÉVOLUTION AUSTÉRIATAIRE »

Avant le deuxième tour, Macri parlait d'une « révolution joyeuse ». Ce discours vague faisait référence à l'idée d'un changement radical par rapport au régime du kirchnérisme. Il surfait sur le ras-le-bol des classes moyennes et d'une partie des classes populaires envers la politique et les méthodes de corruption du gouvernement sortant.

Macri proposait de lever des restrictions subies par divers secteurs de la société. Pour les patrons et les classes moyennes, il annonçait son intention de libéraliser l'achat de dollars. Les restrictions imposées sur ce terrain par Cristina Fernández signifiaient une sorte de contrôle des capitaux, restreignant la capacité des patrons et des couches privilégiées à importer, à transférer leurs profits à l'étranger, à épargner en dollars et même à voyager à l'étranger, en les obligeant à acheter des dollars sur le marché parallèle. Aux sec-

teurs exportateurs de l'agrobusiness, il promettait d'en finir avec les impôts à l'exportation, notamment sur le soja⁴. Pour les couches supérieures du salariat, il proposait de relever le plafond de non-imposition sur le revenu, qui était très décalé par rapport à l'inflation et aux augmentations nominales des salaires.

Mais de telles mesures impliquent une aggravation de la misère pour une grande partie de la population. La libération du cours du dollar signifie une hausse de l'in-



De gauche à droite : Cristina Fernández, l'ancienne présidente, Daniel Scioli (à l'arrière-plan), le candidat péroniste battu, Mauricio Macri, le nouveau président de droite. DR.

flation et une réduction très importante du pouvoir d'achat. L'élimination de l'impôt sur les exportations va entraîner une augmentation des prix internes, car les producteurs voudront gagner autant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. La hausse du plafond de non-imposition est une mesure minimale, mais qui ne touche qu'une partie des travailleurs et a pour seul objectif de gagner le soutien des directions syndicales bureaucratiques à un projet qui est globalement anti-ouvrier et antipopulaire.

UNE SEMAINE À DROITE TOUTE

Macri a pris son poste à la tête de l'exécutif le 10 décembre. Quelques jours plus tard, il a déjà montré vers où il veut aller. Il a annoncé que le dollar allait être libéré, son prix officiel rejoignant celui du marché parallèle. Cela veut dire une dévaluation de 50 %. Avant même cette mesure, appliquée le 17 décembre, les prix avaient commencé à s'envoler. Cette dynamique ne fera que s'aggraver avec la mise en œuvre effective de la dévaluation et l'élimination de l'impôt sur les exportations.

Au plan politique, le choix de ses ministres en dit long : chefs d'entreprises, cadres très proches des responsables de la dictature sanglante des années 1970, idéologues conservateurs et de droite. Il a dû ce-

pendant faire marche arrière sur certaines propositions de noms pour des postes de secrétaire d'Etat, car leur lien avec la dictature était beaucoup trop flagrant.

DÉMAGOGIE ET AUTORITARISME

Macri veut se présenter comme un président « différent », qui dialogue et fait des gestes d'ouverture en direction de l'ensemble du monde politique. Avant son élection, il avait tenu un discours de « bon sens », de rassemblement. Une de ses premières mesures a été l'appel à une réunion avec tous les gouverneurs provinciaux, kirchnéristes ou non. Celle-ci s'est conclue par une belle photo de l'exécutif national rassemblé avec les gouverneurs. Pour se montrer ouvert, il a même gardé un ministre de l'ancien gouvernement, celui de l'enseignement supérieur et de la recherche. Lors de la cérémonie de prise de fonctions il s'est montré détendu, saluant ses soutiens, dansant, chantant...

Cependant sa première semaine au pouvoir a été concrètement marquée par l'autoritarisme. Il est président, mais ne contrôle pas le parlement. Dès lors, il gouverne avec des « décrets de nécessité et d'urgence », sorte de 49-3 à l'Argentine, mais dans une version sans limites. Confronté à une justice considérée trop liée au kirchnérisme, Macri essaye de la réformer en installant des proches aux responsabilités. Très critique pendant sa campagne des méthodes de « copinage » du kirchnérisme dans ses désignations à des postes de responsabilité, il utilise désormais les mêmes instruments en nommant par décret les juges de la Cour Suprême.

AUSTÉRITÉ ET LICENCIEMENTS

Comme dans d'autres pays d'Amérique latine, l'austérité prend souvent en Argentine la forme de la dévaluation et d'une inflation croissante, avec la baisse de pouvoir d'achat qui s'ensuit. A quoi s'ajoute le projet d'une augmentation brutale des prix de services publics essentiels tels que l'eau et l'électricité. Cette inflation, qui sera sans doute très forte, sera accompagnée, dans la continuité du kirchnérisme, d'un plafonnement des augmentations de salaire. Pour cela, Macri et ses associés comptent sur le soutien de la bureaucratie syndicale ainsi que sur leur contrôle des instituts statistiques, qui permet de falsifier les chiffres officiels. Sur ce point, ils ne se différencient guère des pratiques des gouvernements kirchnéristes.

Avec la libéralisation des tarifs des services publics, la très probable réduction des subventions aux transports en com-

mun, l'élimination des impôts à l'exportation, Macri s'achemine vers la suppression des quelques petites mesures utilisées par le kirchnérisme pour contrôler un tant soit peu l'inflation. Le nouveau gouvernement a également montré son véritable visage en ce qui concerne les plans de licenciements, en faisant lui-même sa part du travail, comme on le voit à travers son projet de licencier 2000 salariés administratifs du parlement. Ce cocktail de mesures réactionnaires s'accompagnera certainement d'une politique très répressive, qui a caractérisé le mandat de Macri à la mairie de Buenos Aires et a été ouvertement annoncée dans son discours sécuritaire.

COMBIEN DE TEMPS ?

Reste à savoir combien de temps pourront durer les illusions dans le « changement » qui existent dans des secteurs de la société. Avec un tel paquet d'attaques contre le monde du travail et les couches populaires, avec l'aggravation de la situation économique dans le pays, les illusions propres à la logique de l'alternance devraient se dissiper assez vite. Le puissant mouvement ouvrier argentin pourrait alors revenir sur le devant de la scène, sans que le nouveau gouvernement ne dispose des mêmes mécanismes de contention que ceux dont disposait le précédent gouvernement péroniste du fait de ses liens historiques avec les directions syndicales bureaucratiques et une partie de la classe ouvrière.

L'émergence – limitée mais réelle – de la gauche révolutionnaire organisée autour du FIT, sur le plan électoral et surtout celui de son implantation croissante dans les principales concentrations ouvrières du pays, pourrait dans ces conditions devenir un atout pour l'organisation de la riposte contre le nouveau gouvernement de la droite et des patrons. □

1 Les gouvernements successifs de Néstor Kirchner (2003-2007), puis de son épouse et veuve Cristina Fernández (2007-2015), issus du parti péroniste et dits « progressistes » ou de « centre-gauche ».

2 Voir, dans notre numéro 58 d'octobre 2014, l'article de Marcelo N., « Argentine : fin de règne pour le kirchnérisme », au sein du dossier « Amérique latine : les gouvernements "progressistes" à bout de souffle ».

3 Retrouvé mort avec une balle dans la tête le 18 janvier 2015 à son domicile, Nisman devait présenter le lendemain au parlement un rapport sur l'attentat meurtrier de 1994 au siège de l'association juive AMIA, à Buenos Aires, dans lequel il accusait Cristina Kirchner d'avoir entravé l'enquête au profit des échanges commerciaux avec l'Iran, pays abritant les principaux suspects. C'est peu dire que la thèse officielle du « suicide » a peiné à convaincre.

4 Cet impôt a été la base d'un conflit très important entre le gouvernement et les producteurs agraires en 2008, quand le premier a voulu l'augmenter. Après plusieurs semaines de conflit, de blocages de la production et de grèves de producteurs, le vice-président est passé à l'opposition en votant contre le projet – et c'était lui qui disposait du vote décisif.

ARGENTINE

Le FIT affirme son espace politique et électoral

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

Le résultat du 25 octobre 2015, premier tour de l'élection présidentielle, a constitué une surprise. D'abord parce qu'aucun des trois principaux candidats, quand bien même ils se sont partagés 92,62 % des voix, n'a réussi à atteindre la barre des 40 %¹, raison pour laquelle cette élection a pour la première fois donné lieu à un second tour. Ensuite parce que la quatrième position a été occupée, avec 3,23 %, par Nicolas del Caño, le candidat du Front de la gauche et des travailleurs (FIT).

Ce résultat est le meilleur jamais obtenu par un candidat trotskyste dans ce type d'élection. Comme l'a souligné un commentateur politique, « la candidature de Nicolas del Caño (...) confirme le fait que le trotskysme argentin est le plus robuste parmi ses pairs d'Amérique latine, mais aussi sa situation dominante dans la gauche de ce pays. »²

AUX ORIGINES DU FIT

Le FIT s'est constitué le 14 avril 2011 en tant que réponse défensive de trois organisations de la gauche trotskyste (le PTS, Parti des travailleurs pour le socialisme, le PO, Parti ouvrier et IS, Gauche socialiste) à la nouvelle loi électorale votée par le Congrès en 2009, qui établissait que pour pouvoir se présenter aux élections nationales et régionales, les partis devaient auparavant obtenir 1,5 % des voix dans des « Primaires ouvertes simultanées et obligatoires » (PASO).

Les trois organisations se mirent alors d'accord sur un programme en 25 points incluant le non paiement de la dette extérieure, la nationalisation des banques et du commerce extérieur, l'expropriation des 4000 principaux propriétaires terriens, la défense de la santé et de l'éducation publiques gratuites, la formation d'un gouvernement des travailleurs et du peuple imposé par la mobilisation des exploités et des opprimés.³

La campagne du FIT pour les PASO de 2011 s'est synthétisée dans le mot d'ordre démocratique : « Ils exigent de nous 400 000 voix pour pouvoir nous présenter en octobre. Apporte-nous ton vote pour qu'ils ne nous réduisent pas au silence. » Le 14 août, le FIT

obtenait dans les PASO 520 000 voix. Le 23 octobre, après avoir défendu son programme dans les élections générales, il y recevait 503 372 voix (2,30 %).

Pendant la campagne des PASO s'était produit un fait curieux. Lors d'un entretien radiodiffusé avec Jorge Altamira (candidat à la présidence pour le FIT), un journaliste lança l'idée de la campagne #unmilagroparaAltamira (« #unmiracle pour Altamira »). Cette campagne devint virale sur twitter et les autres réseaux sociaux, apportant au FIT, dix jours avant les PASO, une caisse de résonance médiatique inattendue. Face à ceux qui affirmèrent alors que le phénomène avait été créé par les médias, les professionnels de la communication à l'origine de la campagne précisèrent que « le poids des réseaux sociaux ne suffit pas à définir totalement les tendances profondes du processus électoral »⁴.

Mais si cette campagne médiatique a renforcé la campagne politique du FIT, c'est parce que la constitution de ce front électoral répondait aux aspirations d'un secteur du mouvement ouvrier et populaire qui recherchait une expression politique.

LA RAISON PRINCIPALE : UN NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER

L'avant-garde ouvrière argentine a subi deux graves défaites. L'une sous la dictature militaire (1976-1982), quand l'avant-garde « classiste » de l'époque a été annihilée. L'autre sous les coups du gouvernement de Menem, au cours des années 1990. Menem a appliqué une politique néolibérale à outrance, accordée avec la bureaucratie syndicale péroniste



Des candidats et dirigeants du FIT lors de la clôture de la campagne électorale de 2015. DR.

qui a volontairement abandonné toutes les conquêtes sociales précédentes. Affaibli par un chômage de masse et dépourvu de toute confiance envers ses organisations syndicales, le mouvement ouvrier n'a pas participé en tant que tel aux journées révolutionnaires de décembre 2001.⁵ Cette situation a commencé à changer à mesure que la situation économique s'est améliorée et que le chômage a commencé à baisser, surtout dans le secteur de l'industrie. A alors surgi une nouvelle avant-garde ouvrière, qui s'est organisée pour lutter dans les entreprises en s'affrontant à la bureaucratie péroniste. Le patronat comme la bureaucratie syndicale voient d'un très mauvais œil le développement de corps de délégués (organisme composé des délégués d'entreprise élus par les salariés) liés au PO ou au PTS. Le principal dirigeant du syndicat des entreprises mécaniques (SMATA) a fait part très clairement de sa préoccupation : « l'objectif de ces jeunes, ce n'est pas les revendications, la stabilité de l'emploi ou la lutte pour les salaires. Ce qu'ils veulent, c'est que la lutte continue. L'anarchie dans le mouvement ouvrier. »⁶ Cette avant-garde qui cherchait une solution différente l'a trouvée au niveau syndical dans l'élection de délégués liés aux

différentes forces de la gauche trotskyste. Avec l'apparition du FIT, ce phénomène s'est transposé sur le plan politique. Le FIT est l'expression électorale de la convergence entre la gauche révolutionnaire et un secteur du mouvement ouvrier qui est en train de se réapproprier les méthodes d'organisation et de lutte de l'avant-garde « classiste » détruite par la dictature militaire.



LE FIT COMME EXPRESSION ÉLECTORALE DE LA GAUCHE

Le meilleur résultat électoral du FIT a jusqu'à présent été celui des législatives de 2013, dans lesquelles il a obtenu 1 203 896 voix (5,32 %). Cela lui a permis de faire élire trois députés au Congrès national, ainsi que plusieurs dans les parlements régionaux de la province de Buenos Aires, de la Ville de Buenos Aires ainsi que de Córdoba, Mendoza, Neuquén, Salta et Santiago del Estero.

En 2015, le PTS d'un côté, PO et IS de l'autre ont utilisé les PASO pour définir la candidature aux présidentielles et l'ordre des candidatures aux législatives. Le PTS présentait la formule (candidats à la présidence et à la vice-présidence) Del Caño-Bregman, et PO-IS la formule Altamira-Giordano. Avec un total de 732 851 voix, le FIT est arrivé en cinquième position des forces politiques qui concouraient aux PASO et Nicolas del Caño, vainqueur de la compétition interne au FIT avec un peu plus de 51 % des voix, est devenu le seul candidat à la présidentielle de la gauche, puisque ni le MAS ni le MST ne sont parvenus à franchir la barre de 1,5 %.

Le 25 octobre 2015, le FIT a recueilli 812 530 voix à l'élection présidentielle ; un score en baisse par rapport aux législatives de 2013, mais en hausse significative au regard de la présidentielle de 2011. Sa qualification pour la présidentielle a permis au FIT d'être présent électoralement dans toutes les provinces. On a alors observé quelques décalages importants entre les PASO et les élections proprement dites. Ses voix ont doublé dans des provinces telles que Chubut ou San Juan, augmentant de 70 % à Catamarca ou Tierra del Fuego. Ailleurs elles ont baissé, jusqu'à 30 % dans les cas de Jujuy ou Misiones. Ces résultats montrent qu'il y a à la fois des marges de progression importantes et des problèmes à résoudre.

Les espoirs consistant à s'ériger à travers ces élections comme l'outil de l'opposition aux candidats du système ne se sont, indéniablement, pas réalisés. Dans son bilan des élections, Jorge Altamira a affirmé que « le Front de la gauche n'a pas atteint l'objectif minimal consistant à augmenter sa représentation parlementaire de trois députés nationaux (...) Ce résultat ne constitue nullement une défaite politique, mais signifie en revanche un frein sérieux, affaiblissant les capacités [du FIT] à jouer un rôle politique de premier plan dans la nouvelle étape qui s'ouvrira après le second tour de novembre ».⁷

Mais même si tel est le cas, les résultats obtenus ont permis d'ajouter un député au bloc du FIT au Congrès national⁸, ainsi que de nouveaux députés provinciaux dans la Ville de Buenos Aires, ainsi que dans les provinces de Córdoba, Salta et Mendoza. Le FIT a non seulement su résister à la pression du vote utile (historiquement bien plus forte lorsque les élections présidentielles sont couplées aux législatives), mais s'est imposé comme seule force proposant une issue ouvrière et populaire à la crise. C'est pour les travailleurs un acquis qui n'est pas à sous-estimer.

Face à un second tour opposant deux candidats bourgeois, le FIT (comme le reste de la gauche révolutionnaire) a logiquement appelé à un vote blanc. La faible proportion des blancs et nuls (2,46 %, soit moins qu'au premier tour) a cependant montré que de nombreux électeurs du FIT ont fait le choix d'un vote, considéré de « moindre mal », en faveur du candidat soutenu par le gouvernement sortant.

ET MAINTENANT ?

Le FIT est confronté à d'énormes défis. Sa réalité est aujourd'hui celle d'un front politique limité au terrain électoral, qui n'impulse pas une action commune dans les

luttés. Un tel accord n'est pas négligeable mais dans la situation du pays, après la victoire de Macri, il ne saurait suffire.

La dévaluation de 40 % provoquée par la libéralisation du taux de change du dollar et l'élimination de l'impôt sur les exportations agraires a provoqué une nouvelle hausse des prix de près de 20 %, s'ajoutant aux 25 % enregistrés en 2015 sous le gouvernement de Cristina Fernández. S'y ajoutent les licenciements et mesures de chômage partiel d'un patronat qui se sent ragaillard. Anticipant une réaction du mouvement ouvrier, le Conseil de sécurité intérieure et la ministre de l'Intérieur, Patricia Bullrich, ont demandé à Macri de décréter « l'urgence nationale de sécurité » (équivalent de l'état d'urgence français, en plus draconien).

Selon le secrétaire à la sécurité, cette mesure dont le prétexte est la lutte contre le narcotrafic « concerne également des domaines tels la situation sociale, l'éducation et la Justice. »⁹ Le quotidien *La Nación* signale que « Patricia Bullrich a un délai pour élaborer un protocole contre les piquets et les blocages : le 29 décembre. L'ordre donné par le président est clair : il faudra d'abord négocier mais, si ces entretiens échouent, la Justice et les forces de sécurité devront agir sur le champ. Un décret permettant une répression policière immédiate des manifestations de rue est en préparation. »¹⁰

Face à la stratégie du choc que la bourgeoisie argentine entend déployer contre le mouvement ouvrier, celui-ci a besoin d'une gauche de classe et révolutionnaire lui permettant de résister à la vague réactionnaire qui vient. De très grandes responsabilités reposent ainsi sur les composantes du FIT. Il s'agit de laisser de côté tout ce qui peut ressortir de combats d'appareils pour transformer le FIT en un véritable front ouvrier et révolutionnaire – lequel, en Argentine, ne peut exister que sous hégémonie trotskyste. □

1 Nécessaire pour que le président soit élu au premier tour.

2 Carlos Abel Suarez, <http://www.sinpermiso.info/textos/argentina-balance-electoral-dossier>

3 <http://www.pts.org.ar/Declaracion-programatica-del-Frente-de-Izquierda-y-de-los-Trabajadores>

4 <http://premiaseikon.com/?page=ampliada&id=546>

5 Sur ces événements et leurs suites, voir Jean-Philippe Divès, « Argentine : à dix années des journées révolutionnaires », revue *l'Anticapitaliste* (« Tout est à nous ! ») n° 28 de janvier 2012.

6 <http://tiempo.infonews.com/nota/132849/el-innegable-crecimiento-de-la-izquierda-sindical>

7 Jorge Altamira, <http://www.po.org.ar/prensaObrera/online/politicas/un-primer-balance-en-del-25-o>

8 Le Congrès des députés étant renouvelé par moitié tous les deux ans, le FIT y dispose désormais de quatre représentants, trois élus en 2013 et un en 2015.

9 <http://www.laizquierdadiario.com/Todos-contra-la-pared-Se-viene-la-Emergencia-en-Seguridad>

10 <http://www.lanacion.com.ar/1855810-el-dia-en-que-mauricio-macri-se-sintio-presidente>

Après le coup de semonce des élections régionales

PAR GALIA TRÉPÈRE

Le petit jeu et les surenchères auxquels les partis du système, PS et LR, se livrent avec le Front national, n'ont jamais été aussi lourds de dangers. La construction d'une alternative anticapitaliste indépendante reste le seul moyen d'aider à redresser la situation, qui peut néanmoins évoluer rapidement.

Le 23 décembre, deux semaines seulement après le deuxième tour des élections régionales, le gouvernement Hollande-Valls décidait de faire inscrire dans la constitution l'extension de la déchéance de nationalité pour les binationaux nés en France condamnés pour terrorisme. La droite, de son côté, réclamait la démission de Christiane Taubira qui avait dit publiquement, avant de se soumettre, son opposition à cette mesure. Les partis de gouvernement venaient d'utiliser le Front national comme repoussoir pour sauvegarder leurs postes mais à peine les élections terminées, ils reprenaient ou approuvaient une de ses mesures les plus emblématiques. Voilà qui facilitera pour le Front national des succès ultérieurs et qui indique à quel point il serait aussi illusoire que dangereux de s'en remettre au PS ou au Front républicain pour espérer lui faire barrage.

UN ÉCHEC EN TROMPE-L'ŒIL

Le Front national n'aura finalement remporté aucune présidence de région comme il en avait l'objectif mais il a fait élire 358 conseillers régionaux, plus que le PS. Et il réalise les meilleurs scores électoraux de son histoire, 27,73 % des exprimés au premier tour et 27,10 % au second avec 800 000 voix de plus entre les deux tours, de 6 à 6,8 millions. Parmi les abstentionnistes du premier tour, des électeurs se sont mobilisés dans l'idée de lui faire barrage – la participation a augmenté de huit points entre les deux tours –, mais d'autres, surtout dans le Nord et en Paca, sont allés voter dans l'espoir de le voir remporter la région. On compte parmi eux beaucoup de jeunes. 66 % des jeunes de 18 à 34 ans s'abstiennent mais, parmi ceux qui votent, 29,5 % le font pour le FN.

En ordonnant aux listes PS de se retirer dans trois régions pour laisser la droite seule face au FN, Hollande et Valls ont clairement signifié qu'il n'y avait pas de différence fondamentale entre la gauche et la droite, ce qu'ils démontrent chaque jour dans leur gestion gouvernementale et qui alimente la propagande du FN contre le système « UMPS ».

Au soir du deuxième tour, Valls a indiqué les grandes lignes du gouvernement pour les mois à venir. Il a promis « *d'agir sans relâche plus vite, pour obtenir plus de résultats* ». Oui, le chômage, la misère, l'absence de perspectives pour les jeunes, tout cela doit trouver des solutions. C'est le désespoir qui nourrit le vote FN, c'est le discrédit des partis responsables de cette situation, gauche aujourd'hui, droite hier, qui rejette à chaque élection de nouveaux électeurs vers le parti d'extrême droite dont la qualité principale à leurs yeux est qu'il n'a jamais été au pouvoir.

Mais le cynisme gouvernemental est sans limites et tellement évident qu'un journaliste des Echos rapporte qu'« *un membre du gouvernement redoute que l'on se contente, au final, de «mettre 400 000 chômeurs en formation pour faire baisser les statistiques»* ». ¹ Quand Valls affirme « *l'emploi, la formation des chômeurs, l'apprentissage pour nos jeunes doivent mobiliser plus que jamais toute notre énergie* », il ne fait qu'annoncer une accentuation de la politique de déréglementation des droits sociaux tout en préparant les conditions d'une inversion sur le papier de la courbe du chômage, sans laquelle Hollande a assuré qu'il ne se représenterait pas.

Par leur tournant sécuritaire, ultranationaliste et guerrier après les attentats du 13 novembre, Hollande et Valls donnent raison au Front national, comme celui-ci s'est plu à le dire lui-même. Cela fait d'ail-



Bertrand (Nord-Pas-de-Calais-Picardie) et Estrosi (PACA), élus grâce aux désistements des listes du PS. DR.

leurs déjà longtemps que le Front national donne le « la » aux partis politiques institutionnels qui en ont repris les thématiques en surfant sur le sécuritaire et la xénophobie. Mais les raisons de sa force actuelle, de son influence dans les couches populaires sont plus profondes et remontent à plus loin. Elles sont à rechercher dans les bouleversements sociaux nés de la mondialisation libérale, cette offensive généralisée des multinationales et de leurs États contre les travailleurs et les peuples.

DÉCOMPOSITION SOCIALE, DISCRÉDIT DES PARTIS DE GOUVERNEMENT

La suppression de toutes les entraves à la pénétration des capitaux dans les parties du monde ou les sphères d'activité sociale qui leur échappaient, l'émergence de puissances économiques nouvelles, la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, ont généré une crise et une décomposition sociales qui constituent le terreau sur lequel se sont développés des courants ultra-réactionnaires, sous la

forme de partis d'extrême droite – dont certains ouvertement fascistes – en Europe et aux Etats-Unis, d'extrémismes religieux dans les pays ravagés par les interventions impérialistes, les uns et les autres s'alimentant réciproquement.

Embryonnaires au départ, ces courants sont devenus de véritables forces parce que leur influence, à laquelle l'effondrement du mouvement ouvrier et des forces nationalistes issues des révolutions coloniales a laissé le champ libre, a grandi dans les couches populaires minées par la dégradation des conditions d'existence, la crainte de l'avenir, le désespoir. C'est que tous les gouvernements, de quelque sensibilité politique qu'ils soient, mènent la même politique, hostile aux intérêts de



la population parce qu'au service des multinationales qui se sont soumis les Etats dans le monde entier par le biais de la dette publique. Ils n'ont, dans le cadre du système, plus aucune marge de manœuvre – l'expérience de Syriza en Grèce l'a récemment montré.

En France comme dans le reste de l'Europe, après la Deuxième Guerre mondiale, dans une période de reconstruction, d'immenses marchés, de besoin de main d'œuvre, marquée en outre par un rapport de forces plus favorable à la classe ouvrière, l'Etat avait pu être un instrument du développement et du profit capitalistes en développant les services publics, les législations et protections sociales. Aujourd'hui, il ne peut plus être qu'un instrument de destruction de ces progrès sociaux – pour que puisse s'exercer librement la rapacité des multinationales – et d'enrichissement parasitaire des plus riches.

En France, les entreprises ont retrouvé, nous dit l'économiste Patrick Artus, leur taux de profitabilité, leurs marges bénéfici-

aires d'avant la crise de 2008, grâce « à la modération salariale et à la baisse des impôts des entreprises (CICE-Pacte de responsabilité) ». ² En 2014, les bénéfices des entreprises du CAC40 se sont élevés à 64,4 milliards d'euros et les dividendes à 46 milliards. Pour l'année 2016, 195 milliards d'euros sont prévus en niches fiscales qui permettent aux particuliers les plus riches (propriétaires de logements, employeurs de salariés à domicile, etc.) mais surtout au patronat de réduire considérablement leurs impôts. Parallèlement, toutes les statistiques qui mesurent la détresse sociale explosent, chômage (plus de 5,5 millions de personnes), pauvreté (8,5 millions), mal logés (3,8 millions) – et ces chiffres ne mesurent pas le degré d'anxiété, de crainte que peuvent éprouver les adultes pour l'avenir de leurs enfants.

Cette situation engendre une grande instabilité politique. Les équipes au pouvoir s'usent à grande vitesse, elles alternent sans aucun autre changement que la détérioration des conditions de vie pour la grande masse de la population. Chaque gouvernement est de ce point de vue pire que le précédent, dans la logique de la dégradation du rapport de forces entre les classes possédantes et la classe ouvrière.

REDONNER VIE AUX PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES ET INTERNATIONALISTES

C'est pourquoi on peut et doit bien entendu livrer, avec toutes les forces et individus qui y sont prêts, des combats partiels contre les conséquences de cet état de fait, les menaces aux libertés publiques et aux droits démocratiques, contre le racisme sous quelque forme qu'il se présente. On peut et doit aussi défendre pied à pied les droits sociaux et se battre pour des revendications qui limitent la dégradation des conditions de travail et de salaire, d'accès de toutes et tous à la santé, à l'éducation et à la culture. Mais il est en même temps indispensable de reconstruire une perspective de transformation de la société, qui ne peut être que révolutionnaire.

Il ne pourra en effet y avoir de combats victorieux, même défensifs ou partiels, sans une mobilisation d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse, sans un affrontement avec le gouvernement et avec l'Etat. Dans l'état actuel des choses, on ne peut compter sur les appareils syndicaux pour préparer et organiser un tel mouvement. Ils sont trop respectueux du cadre institutionnel, eux qui ont accepté de participer à la concertation de toutes les mesures de régression sociale. Cependant un tel mouvement pourrait se pro-

duire, tant la colère est grande alors que nombre de militants, de salariés, de jeunes, n'ont pas oublié les leçons des mouvements qu'ils ont eux-mêmes vécus, avec la contagion des rapports démocratiques et de solidarité qui se créent en de telles occasions.

Enrayer réellement la dégradation des conditions d'existence, éradiquer le chômage et la précarité, augmenter le niveau de vie d'une grande partie de la population qui en est réduite à vivre au jour le jour, suppose l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre toutes et tous, l'augmentation des salaires, ce qui implique à son tour de s'en prendre à la propriété privée, d'annuler la dette publique, d'exproprier les sociétés financières et bancaires pour les remplacer par un monopole public du crédit, que la population prenne le contrôle de l'économie. Au final, c'est la question du pouvoir qui est posée, c'est-à-dire de qui dirige la société et dans l'intérêt de qui.

L'instrument idéologique que privilégie la bourgeoisie, le nationalisme, a été tellement propagé par les médias et les institutions, jusque dans le mouvement ouvrier, que les travailleurs se retrouvent désarmés lorsque face à leurs revendications, le patronat et l'Etat mettent en avant les exigences de la mondialisation et de la concurrence. Pourtant la mondialisation libérale tend à imposer aux travailleurs du monde entier les mêmes conditions d'exploitation, les mêmes logiques de concurrence ; et la plupart des problèmes qui se posent aujourd'hui, crise économique, crise des migrants, crise écologique, sont d'emblée internationaux.

Les militants altermondialistes des années 2000 mettaient en avant la nécessaire « mondialisation des luttes ». Au mondialisme libéral et impérialiste qui exploite et opprime les travailleurs et les peuples, opposons un mondialisme socialiste et révolutionnaire, l'internationalisme.

Le moment politique que nous vivons n'est qu'un moment, nous connaissons d'autres grands mouvements de mobilisation comme nous l'avons vu en Grèce et en Espagne. C'est à ces situations que nous devons nous préparer pour leur permettre d'aller jusqu'au bout de leurs possibilités. □

¹ Les Echos, 15 décembre 2015, « L'exécutif cherche un nouvel élan sur l'emploi », www.lesechos.fr/elections/regionales/regionales-2015/021558685807-apres-les-regionales-lexecutif-cherche-un-nouvel-elan-sur-lemploi-1184577.php

² Les Echos, 11 décembre 2015, « Pourquoi l'économie française ne repart pas », www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/021544832514-pourquoi-leconomie-francaise-ne-repart-pas-1183657.php

Les grandes puissances face à l'« Etat islamique »

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

L'instrumentalisation à des fins politiques internes des attaques de Daech et de l'escalade guerrière déclenchée en riposte est une évidence, en particulier dans le cas du gouvernement français. Mais cela ne veut pas dire qu'il y aurait une quelconque convergence d'intérêts entre l'Etat islamique et les puissances occidentales. Autre chose sont les difficultés et contradictions auxquelles ces dernières sont confrontées dans leur action.

Les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux interviennent, en premier lieu, parce qu'ils ne peuvent pas laisser cette région, avec tous les intérêts qu'ils ont à y défendre (pétroliers et gaziers notamment, mais aussi, plus généralement, économiques et stratégiques), livrée à une force aussi incontrôlable. La campagne de bombardements a été lancée en août 2014, au moment où face à la débandade de l'armée irakienne, Daech menaçait de s'emparer de Bagdad. L'impérialisme US avait tout fait pour ne pas retourner dans le borborygme dont il venait à peine de sortir (ses dernières troupes avaient quitté l'Irak en 2011), mais a été contraint d'agir pour éviter la chute de la capitale historique des Arabes, qui aurait eu des conséquences incalculables dans tout le Proche-Orient.

En second lieu, c'était devenu une question élémentaire de crédibilité. Lorsque l'on prétend diriger le monde (ou, comme l'impérialisme français, continuer d'y jouer un rôle secondaire), on ne peut pas se laisser, sans réagir, insulter et ridiculiser en direct aux yeux de tous. Les images mises en scène des assassinats sordides des deux journalistes américains, James Foley et Steven Sotloff, n'ont ainsi fait que conforter la Maison-Blanche et le Pentagone dans leur nouvelle volonté d'affronter Daech. Et c'est la même chose pour le gouvernement français qui, à l'échelle bien plus modeste qui lui correspond, a accru qualitativement sa participation aux opérations après les attentats du 13 novembre.

L'autre acteur en Syrie est la Russie de Poutine, qui intervient directement depuis le 30 septembre 2015, avec sur place près de 5000 hommes et de nombreux avions et hélicoptères de combat, renforcés par l'action de navires de guerre et de bombardiers à longue portée. Dans son cas, il s'agit cepen-

dant moins de s'opposer à Daech que de défendre par tous les moyens l'un de ses principaux alliés, le régime sanglant de Bachar al-Assad. C'est pourquoi, même si des raids de rétorsion (visant de façon indiscriminée combattants et populations) ont suivi l'attentat contre l'airbus russe de Charm-el-Cheikh, l'intervention russe ne vise pas principalement l'Etat islamique, implanté surtout à l'est du pays, mais les forces qui combattent les troupes d'Assad et menacent son réduit côtier, qu'elles soient djihadistes (tel le Front al-Nosra, branche locale d'Al-Qaeda) ou non.

DES LIMITES IMPORTANTES

Les puissances occidentales, Etats-Unis en tête, restent fermes dans leur refus d'engager des troupes régulières sur les sols irakien et syrien. Une première raison est le traumatisme consécutif aux guerres d'invasion et d'occupation de l'Afghanistan (2001-2014, 3500 tués parmi les forces occidentales dont 2500 Américains) et de l'Irak (2003-2011, avec la mort de plus de 4000 soldats US), qui ont abouti pour elles à de quasi défaites militaires et dont le bilan s'est avéré globalement désastreux – engendrant notamment le monstre Daech.¹ La seconde raison, elle aussi en rapport avec ce bilan, tient à la compréhension qu'une nouvelle invasion de troupes occidentales ne conduirait qu'à renforcer des sentiments d'hostilité parmi les populations, voire à fournir à l'Etat islamique de nouveaux outils de légitimation.

Mais en même temps, cette absence de troupes sur le terrain constitue une faiblesse. Tous les analystes s'accordent à souligner que des « frappes » aériennes sans action simultanée au sol sont en général d'une efficacité très limitée, quand elles n'ont pas des effets contreproductifs en alié-

nant davantage les populations civiles qui en sont le plus souvent les principales victimes. C'est pourquoi les ambitions de la coalition restent aujourd'hui limitées, fondées sur une stratégie à moyen terme consistant, selon les termes d'Obama, à « affaiblir et en fin de compte détruire » Daech. D'où aussi la recherche incessante d'alliés locaux capables d'affronter au sol les bandes djihadistes.



En Irak, les longs et coûteux efforts étatsuniens visant à armer et former les forces du régime (chiite, sectaire et ultra-corrompu) installé à Bagdad avaient abouti, courant 2014, à un véritable désastre. En juin de cette année, quelques milliers de djihadistes avaient ainsi réussi à faire dévaler de Mossoul (deux millions d'habitants, seconde ville du pays) deux divisions de l'armée régulière irakienne, renforcées de plus de 10 000 policiers ; Daech s'était alors em-

paré d'énormes stocks de matériel militaire US et avait fait main basse sur des centaines de millions de dollars entreposés dans les banques. Côté syrien, un programme américain de 500 millions de dollars, visant à équiper et former une nouvelle force de 5000 combattants, a échoué tout aussi lamentablement.

Washington en a tiré la leçon qu'il lui faut s'appuyer sur des forces déjà constituées et ayant pu démontrer un minimum d'efficacité. Son scénario idéal était – et reste – la constitution d'une armée d'intervention sunnite dirigée par une coalition d'Etats de la région. L'Arabie saoudite, les autres monarchies du Golfe, la Turquie ont été sollicités dans ce sens. Mais un tel objectif semble aujourd'hui hors d'atteinte. Car ces régimes, qui ont été longtemps plus que complaisants envers Daech (des secteurs de leurs appareils d'Etat continuant apparemment de collaborer avec lui), défendent avant tout leurs propres intérêts.

L'Arabie saoudite, berceau et fief du salafisme, dont l'Etat islamique affirme incarner une version pure, est ainsi bien plus engagée dans sa guerre contre l'insurrection houthie (chiite) au Yémen que dans les bombardements de la coalition en Irak et en Sy-



rie, auxquels elle ne participe que de façon marginale.

Quant au régime d'Erdogan, son ennemi clairement désigné n'est pas Daech mais le peuple kurde. Les complicités de l'Etat turc avec les djihadistes, dans le but d'affaiblir les Kurdes, sont notoires. En novembre dernier, Can Dündar et Erdem Gül, respectivement directeur et chef du bureau d'Ankara du quotidien *Cumhuriyet*, ont été emprisonnés à la demande expresse d'Erdogan, suite

à la publication dans ce journal d'un article révélant des livraisons d'armes effectuées par les services secrets turcs à des groupes islamistes syriens ; les chefs d'inculpation de ces deux journalistes sont « *espionnage* » et... « *divulgaration de secrets d'Etat* ».

Ajoutons que le grand allié régional, l'Etat d'Israël, adopte une attitude assez comparable. Un ancien responsable de ses services secrets a déclaré récemment que le problème principal dans la région n'est pas Daech, mais l'Iran.

UNE ALLIANCE IMPROBABLE

Faute d'une autre solution, les Etats-Unis ont très pragmatiquement fini par s'appuyer sur les forces kurdes ou sous hégémonie kurde. Leur alliance avec le régime clanique du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani, président de la région autonome du Kurdistan d'Irak, très lié aux intérêts des multinationales pétrolières, est ancienne et ne constitue nullement une surprise. Mais plus étonnante est la collaboration engagée en Syrie avec les YPG (Unités de protection du peuple), branche militaire du PYD (Parti de l'union démocratique) que l'on sait proche du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), une formation toujours inscrite sur la liste des organisations « terroristes » tenue à Washington et à Bruxelles.

Cette collaboration semble avoir commencé il y a un an à Kobané, où c'est la conjonction de l'action au sol des YPG et des frappes aériennes US qui a fini par faire refluer et infliger une lourde défaite à Daech. Elle s'est poursuivie depuis, au grand dam des dirigeants turcs. En juin dernier, quand la même combinaison de forces a permis la reprise de la ville de Tal Abyad (en rétablissant par là-même la continuité territoriale du Rojava), Erdogan a déclaré : « *L'Occident, qui bombarde les Arabes et les Turcs, installe malheureusement les partis terroristes PYD et PKK à Tal Abyad. Comment pouvons-nous être d'accord avec cela ? Comment pouvons-nous considérer que l'Occident est sincère ?* »²

La formation en octobre des FDS (Forces démocratiques syriennes), associant aux YPG, composante principale, des milices chrétiennes – syriaques et assyriennes – ainsi qu'arabes sunnites, a apparemment été bien reçue à Washington, qui leur livre régulièrement armes et munitions (légères, il ne faudrait pas que par inadvertance les Kurdes aillent abattre un avion turc...). En décembre, un responsable du commandement US a confirmé l'envoi auprès des FDS de 50 conseillers militaires. De nouveaux gains territoriaux ont été réalisés et il y a régulièrement des annonces d'une offensive

en préparation vers Rakka, la « capitale » de l'Etat islamique.

Signalons que pour autant, et toujours selon les mêmes principes de *realpolitik*, Obama comme les dirigeants européens n'ont pas manqué de réitérer leur soutien à Erdogan lorsque celui-ci a engagé, l'été dernier, sa nouvelle agression contre le peuple kurde de Turquie.³

DAESH PEUT-IL ÊTRE « DÉTRUIT » ?

Sur le sol irakien, Tikrit, Sinjar, Ramadi ont été repris à Daech au cours des derniers mois ou semaines. Selon un rapport de l'institut d'études IHS, largement cité dans la presse en décembre⁴, le territoire contrôlé par les Kurdes de Syrie (YPG/FDS) s'est accru de 186 % en un an, tandis que Daech a dans la même période reculé globalement, Irak et Syrie confondus, de 14 %.

Même si cela s'annonce tout sauf facile, la coalition sera sans doute, tôt ou tard, en mesure de battre Daesh et d'éliminer son Etat en Irak et en Syrie. Mais le problème ne sera pas réglé pour autant. Déjà, l'organisation djihadiste étend son pouvoir en Libye, où elle contrôle plus de 250 km de bande côtière autour de Syrte et vient de lancer une grande offensive sur le « croissant » pétrolier situé à l'est du pays.

Et si l'Etat islamique venait à disparaître, d'autres groupes djihadistes prendraient probablement la relève. D'autant que leur berceau idéologique – Arabie saoudite, Qatar et Emirats Arabes Unis, les grands amis des gouvernements français, de Sarkozy comme de Hollande – serait, lui, toujours bien présent et sans doute même conforté par l'intervention militaire occidentale. En Afghanistan, Al-Qaeda contrôlait des territoires importants ; il en a été expulsé par les troupes occidentales et s'est retrouvé globalement très affaibli. Peu après a surgi l'Etat islamique...

La question principale reste donc bien d'éliminer les causes profondes de tels phénomènes. Là-bas, où un regain de la vague révolutionnaire de 2011 changerait certainement la donne, comme ici où c'est l'action du mouvement ouvrier qui pourrait empêcher que le racisme et l'exclusion ne produisent autant de dévoyés. Eradiquer le chômage et la pauvreté, l'oppression et l'impérialisme... Vaste programme, dira-t-on. Certes, mais il n'en est pas d'autre viable. □

¹ Voir, dans notre numéro 59 de novembre 2014, l'article de Yann Cézard, « *L'Etat islamique* » en Irak : aux origines de la barbarie ».

² <http://www.dailysabah.com/kurdish-issue/2015/06/14/pkk-linked-pyds-takeover-of-tal-abyad-direct-threat-says-president-erdogan>

³ Voir Jean-Philippe Divès, « *Les Kurdes de Turquie à nouveau sous le feu* », revue *l'Anticapitaliste* n° 70 d'octobre 2015.

⁴ Voir, entre autres, <http://www.latribune.fr/economie/international/daech-controle-un-territoire-plus-restreint-qu-en-2014-538030.html>

Que veut Daech ?

PAR YANN CÉZARD

On peut toujours, si l'on veut, considérer que les massacreurs kamikazes du 13 novembre sont des « fous ». Mais Daech qui en a fait ses instruments est un Etat, qui a sa logique et calcule ses moyens par rapport à ses fins.

C'est un Etat ou « proto-Etat » en presque bonne et due forme, si l'on s'en tient à une définition exempte de préjugés du noyau dur de tout Etat : une bande d'hommes armés qui contrôle un territoire déterminé, y impose une loi commune et y collecte l'impôt. Un Etat avec son gouvernement et sa bureaucratie.

LES BUTS DE GUERRE DE DAECH

Son projet stratégique ? Ni complots, ni mystères, ni agenda secret ici. Tout ou presque est dans le titre : « Etat islamique en Irak et au Levant ». Les dirigeants de Daech ont rompu avec la stratégie d'Al-Qaeda (une lutte à l'échelle mondiale contre les puissances occidentales pour déstabiliser des Etats « trahissant le vrai Islam » et y rendre possible un jour, peut-être lointain, la prise du pouvoir). Ils ont décidé de construire un Etat, sur un vaste territoire (près de dix millions de personnes vivent aujourd'hui sous son joug). Ils l'appellent « califat » : cela les arrange idéologiquement, ils en espèrent la sympathie de quelques dizaines de millions de personnes à travers le monde. Ils prétendent vouloir y rallier l'ensemble de « l'Oumma » (la communauté) islamique de Casablanca à Djakarta.

Mais nous ne sommes pas obligés de tout prendre au mot. En son temps, Staline aussi aimait à prétendre que l'Union soviétique était la « patrie des travailleurs » du monde entier, tout en ne servant jamais que les intérêts de la bureaucratie soviétique. Dans les faits, la clique d'Al-Baghdadi a entrepris de mettre au monde un nouvel Etat à cheval sur la frontière de l'Irak et de la Syrie, sur les ruines de l'ordre régional issu du démantèlement de l'empire ottoman après la Première Guerre mondiale. Même si par ailleurs Daech se déploie à l'échelle internationale, en

« franchisant » Boko Haram et bien d'autres groupes au Maghreb, au Yémen, dans le Sinaï, en étendant ses tentacules en Libye, cette stratégie, à la fois conforme à l'idéologie profonde du groupe, importante pour trouver des soutiens et prouver sa force de nuisance hors de ses frontières, est aussi voire d'abord un levier pour créer son « Sunnistan », un Etat des Arabes sunnites du Moyen-Orient, sous la forme d'une dictature nationaliste-religieuse.

L'entreprise est-elle vouée à l'échec ? Certes Daech semble avoir tout le monde contre lui, à commencer par les plus grandes puissances de la planète. Mais sa folle aventure surgit dans une situation historique qui rend peut-être le pari possible. L'Irak et la Syrie sont deux Etats en faillite et semblent bel et bien morts. On sait comment Daech a profité d'une part de la guerre civile syrienne, d'autre part de la profonde détestation de la dictature de Bagdad chez les populations arabes sunnites irakiennes, pour s'imposer des deux côtés de la frontière. Il est difficile d'imaginer comment le régime barbare d'Assad pourrait reprendre le nord-est du pays, comment les Kurdes du nord de l'Irak et le gouvernement de Bagdad (qui depuis des années s'appuie sur la seule communauté chiite du pays), pourraient reconquérir mais surtout garder les villes du pays sunnite.

Quant aux puissances de la région, elles sont toutes en conflit les unes contre les autres. La Turquie préfère voir triompher Daech à ses frontières plutôt que de laisser les Kurdes faire un pas de plus vers un Etat indépendant. L'Arabie saoudite voit en Daech une épée sur le flanc de l'Iran détesté. Quant à l'Iran, ne pourrait-il pas se résigner à voir survivre un Etat-Daech qui deviendrait son ennemi préféré, satelliserait davantage encore le reste

de l'Etat irakien, et serait un repoussoir bien utile pour achever la « réconciliation » avec l'occident ?

Les puissances occidentales excluent de leur côté toute nouvelle intervention militaire de grande ampleur, « au sol ». Le fiasco américain en Irak les a pour l'instant vaccinées contre ce genre d'aventurisme... Quant au pétrole des territoires contrôlés par Daech, il n'est pas pour elles un enjeu majeur. C'est certainement ce « vide géopolitique » qui a convaincu les dirigeants de Daech (il est vrai, comme « embarqués » par la situation) de prendre ce pari diablement incertain.

AGIR GLOBAL, PENSER LOCAL

Soit l'inverse de l'altermondialisme (et de tout internationalisme). Contrairement aux élucubrations d'une partie de la classe politique occidentale et à la logorrhée (en miroir) des dirigeants de Daech, les attentats terroristes ne sont pas des épisodes d'une « guerre des civilisations ». Daech n'a pas endoctriné et équipé une bande de pieds nickelés pour déclarer la guerre à la bonne bière, à la mixité des genres et des cultures, à la douceur de vivre (ensemble) à la française. Il a d'ailleurs frappé en maints autres pays : au Yé-



« Parade » de Daech dans les rues de sa capitale, Rakka. DR.

men, en Egypte, en Tunisie, au Liban, en Turquie, en Arabie saoudite. A chaque fois avec des visées particulières et en même temps, partout, la volonté de démontrer sa capacité de nuisance : vous ne nous empêcherez pas impunément de construire notre Etat.

Il ne s'agit d'ailleurs pas de simples « réponses » ponctuelles, massacres terroristes contre bombardements. Daech veut imposer son existence aux puissances qui lui sont de toute façon hostiles. Au passage, frapper fort pour exister médiatiquement sur la scène mondiale, susciter l'enthousiasme d'une toute petite fraction de gens susceptibles de rejoindre Daech, écraser la concurrence (djihadiste), entretenir le moral des troupes.

Quand Daech frappe un pays occidental, il y a évidemment un aspect particulier, non seulement de propagande, mais de provocation. L'attentat est une incitation à bombarder, voire une invitation à intervenir dans la région faite aux gouvernements occidentaux. Mais quel est exactement le calcul des dirigeants de Daech ? Dissuader ou provoquer ? Montrer leur force ou attirer vraiment les puissances occidentales dans le conflit ? On leur prêterait volontiers toutes sortes de rusés calculs (« le piège Daech »). Certains, à l'inverse, voient dans les attentats moins une démonstration de force que de faiblesse, Daech réagissant à ses premières défaites sur le terrain par « l'arme du faible ». Mais sait-on même qui et comment décide les attentats ? Un bloc dirigeant, des factions imposant des faits accomplis ? Sait-on comment fonctionne vraiment le « régime » Daech ?

Une chose est en revanche évidente : objectivement, cette politique d'atten-

tats à double tranchant, les petits triomphes terroristes pouvant attirer une grande catastrophe sur le « califat », est une fuite en avant du « régime ». Car cette extrême barbarie, à l'extérieur comme à l'intérieur de ses frontières, met tout le monde au pied du mur. La guerre totale, par la terreur qu'elle justifie, peut servir à fondre en un seul bloc le nouvel Etat en imposant son pouvoir absolu sur la société. Elle peut permettre à une faction dirigeante de liquider toutes ses oppositions et d'imposer son pouvoir absolu à l'intérieur de son propre système de gouvernement. En son temps, le régime de Khomeiny avait utilisé la tragique guerre imposée par l'Irak (avec la complicité de l'occident et des monarchies arabes) pour achever d'asseoir sa dictature sur toute la société.

LA GUERRE COMME POLITIQUE INTÉRIEURE

Hollande fait de la politique intérieure en bombardant la Syrie. Daech fait aussi de la politique intérieure en massacrant à Paris et en entraînant « sa » population dans une sorte de guerre mondiale. Dans un message audio diffusé en décembre 2015, Al Baghdadi, tout en menaçant Israël et en appelant à un soulèvement en Arabie saoudite, assurait que les attaques des diverses coalitions internationales n'affaiblissent pas l'EI : « *notre Etat se porte bien. Plus la guerre s'intensifie contre lui, plus il devient pur et résistant* ».

Il n'est pas si simple de conforter sa dictature sur une pauvre population qu'on prétend « libérer » des oppresseurs chiites, alaouites, impérialistes... Quand Mossoul est tombée aux mains de Daech, l'été 2014, ses habitants ont moins jeté des fleurs aux nouveaux maîtres que des pierres à l'armée « irakienne » en débandade. Profiter avec audace d'un effondrement politique et sécuritaire, ce n'est pas encore « conquérir les cœurs et les esprits ». A moins de s'imaginer les gens de Mossoul et Rakka comme des bêtes de somme bornées et fanatisées, qui n'auraient pas senti passer le « printemps arabe » et le souffle de la liberté.

Certes, personne n'y attend de Daech l'instauration de l'Etat-Providence. Mais un semblant d'ordre, de services publics, moins de corruption, l'électricité, le pain à prix raisonnable, ce serait déjà pas mal. Daech pourrait compter sur deux à trois milliards de

dollars de revenus annuels. Mais ces recettes ne sont pas seulement dues au pétrole, aux phosphates et aux pillages et extorsions de guerre, elles viennent de la multiplication des taxes et autres abus sur le dos des populations. Et les dépenses vont massivement à la guerre. Il se développe un implacable « islamisme de guerre », loin des dépliant publicitaires dans lesquels l'organisation vante son petit paradis sur terre.

La construction du nouvel Etat, c'est aussi entretenir toute une nouvelle bureaucratie, qui estime mériter, par tous ses « sacrifices », et avec toute la morgue de l'islamisme politique ordinaire (qui brasse des fantômes de vieilleries féodales et de lucre ultra-libéral), tous les privilèges, maisons, femmes et bons salaires. Les soldats de Daech ne se contentent pas d'amour de Dieu et d'eau fraîche, ils reçoivent un salaire de 300 à 400 dollars par mois, une sacrée somme. Quant aux cadres sup' du régime... Tout cela doit peser sur la vie des pauvres gens.

TERREUR À PARIS, TERREUR À RAKKA ET MOSSOUL

Daech est le fruit de la jonction d'anciens d'Al-Qaeda et d'anciens officiers baasistes, et ce nouvel assemblage n'a pu prendre le pouvoir que par le ralliement des notables des tribus sunnites en révolte contre le gouvernement de Bagdad. Les dirigeants de Daech peuvent-ils se satisfaire de ces instables compromis ?

S'ils ont pu faire preuve de grande souplesse vis-à-vis des notables des villes et villages conquises, vient fatalement le temps de la prise en main. Non seulement l'extension de la terreur policière contre toute la population, l'imposition d'un pouvoir de plus en plus absolu et conforme aux intérêts et à l'idéologie de l'organisation (« révolutionnaire » à sa façon réactionnaire !), mais le serrage des boulons à tous les échelons du pouvoir. Quoi de mieux que la guerre totale, l'atmosphère paranoïaque dont elle enveloppe toute la société, pour resserrer son emprise sur celle-ci ?

La terreur à Paris est aussi une arme de la terreur dans le « Sunnistan ». La soi-disant « guerre des civilisations » est d'abord la guerre de Daech contre les millions d'Irakiens et de Syriens qui ne partagent pas son idée de la « civilisation ». □



En France, un Etat encore plus fort

PAR HENRI WILNO

Comme l'écrit le philosophe italien Giorgio Agamben, « on ne comprend pas l'enjeu véritable de la prolongation de l'état d'urgence en France, si on ne le situe pas dans le contexte d'une transformation radicale du modèle étatique qui nous est familier ». Le processus de construction d'un Etat fort engagé en 1958 connaît une nouvelle étape, lourde de dangers.

L'écologiste et altermondialiste Naomi Klein, dans une intervention filmée réalisée le 29 novembre dernier (disponible sur *Mediapart*), explique que le gouvernement français applique la « stratégie du choc », c'est-à-dire utilise l'émotion créée par les attentats criminels commandités par Daesh pour mettre en œuvre des mesures autoritaires auxquelles il songeait depuis un certain temps.

Cette thèse est validée par des documents du ministère de l'intérieur cités le 5 décembre par *Le Monde*, qui recensent les mesures de police administrative que policiers et gendarmes souhaiteraient voir passer dans les textes en préparation. *Le Monde* précise : « le cabinet du directeur [de la police nationale] estime, sans fausse pudeur, qu'il "convient d'utiliser cette 'fenêtre' [législative] pour faire avancer certaines évolutions souhaitées par les différents services et qui n'ont pu jusqu'à présent aboutir soit par manque d'un vecteur législatif approprié, soit parce que le contexte ne s'y prêtait pas". Le contexte s'y prête désormais, à n'en pas douter. Place Beauvau, le Père Noël a un nouveau nom : état d'urgence ».¹

NAISSANCE DE L'ETAT FORT

Une nouvelle phase de l'histoire de l'Etat français est en fait en train de s'engager. La Constitution française actuelle (dite de la V^e République) date de 1958. Un soulèvement d'une partie de l'armée française en Algérie, le 13 mai de cette année, avait débouché, avec l'approbation de l'ensemble du champ politique (sauf le PCF, une minorité des socialistes et l'extrême-gauche alors groupusculaire, ainsi que quelques personnalités), sur l'appel à un « homme fort » chargé d'élaborer une nouvelle Constitution : De Gaulle. La nouvelle Constitution a pour élément central un président de la République qui a d'importants pouvoirs propres et n'est pas responsable devant les députés. Différents régimes accor-

dant des pouvoirs extraordinaires au gouvernement et à sa police sont prévus : l'article 16 de la Constitution, l'état de siège et, découlant d'une loi de 1955, l'état d'urgence.

Ces événements avaient provoqué à l'époque des débats importants parmi les opposants à De Gaulle (lesquels s'opposaient le plus souvent, avec diverses nuances, à la guerre coloniale menée par la France en Algérie). Certains, mettant l'accent sur le contexte (coup d'Etat militaire, tendances autoritaires bien connues de De Gaulle), voyaient le processus déboucher sur un régime de type fasciste. D'autres, au-delà de la question algérienne, soulignaient que l'essentiel résidait dans les contradictions de la bourgeoisie française et l'opposition entre ses fractions réactionnaires et modernistes. Selon cette dernière analyse, il s'agissait avant tout pour la grande bourgeoisie française de préparer l'économie au début de l'intégration économique européenne (le traité de Rome instituant le Marché commun est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1959) en réduisant les pouvoirs du parlement où était représenté un parti communiste encore puissant et où pesaient fortement aussi les lobbies de la petite-bourgeoise traditionnelle qui redoutait les effets de cette modernisation du capitalisme. Comme l'a écrit le sociologue et militant du PSU, Serge Mallet : « l'Etat souhaité par le capital financier est certes un Etat « fort », mais pas fasciste ».²

On sait que De Gaulle a ensuite rompu brutalement avec les plus réactionnaires de ceux qui l'avaient porté au pouvoir, en se résignant à l'indépendance de l'Algérie : les intérêts de long terme de la bourgeoisie française supposaient d'en finir avec une guerre coûteuse.

Le rôle central du président de la République a été ensuite renforcé par deux réformes : son élection au suffrage universel (mise en œuvre par De Gaulle) et l'alignement du mandat présidentiel sur

la durée de celui des députés (dont la paternité revient à Lionel Jospin). Le président est désormais élu le premier et les députés sont élus dans la foulée : la majorité parlementaire est donc quasi automatiquement de la même couleur politique que le président, et les députés sont enclins à ne pas s'opposer à un président dont ils ont soutenu l'élection.

LE RENIEMENT DU PS

En 1964 était publié un livre intitulé « *Le coup d'Etat permanent* ». François Mitterrand, son auteur (alors un politicien ambitieux, vaguement de gauche et opposé à De Gaulle), y dénonçait le caractère autoritaire du régime de la V^e République, ses dérives possibles et les risques pour les libertés. En 1971, Mitterrand prenait le contrôle d'un parti socialiste très affaibli et discrédité (son principal dirigeant, Guy Mollet, avait



conduit la guerre d'Algérie puis soutenu De Gaulle) : il allait le reconstruire avec un programme prévoyant une réforme

de la Constitution. Ce thème figurait également dans le programme commun de la gauche (PS, PCF, radicaux de gauche) signé en 1972. Devenu président en 1981, Mitterrand s'est en fait parfaitement accommodé de cette Constitution qui allait lui permettre, après une année de réformes de gauche, de faire le choix de l'austérité en 1983 et de l'imposer au PS.

Hollande, premier président « socialiste » à succéder à Mitterrand, non seulement s'inscrit dans ses traces, mais accentue la nature autoritaire du régime en programmant une révision de la Constitution. Ce n'est plus la question algérienne qui sert de détonateur, mais le terrorisme : les attentats de Daesh permettent d'ajouter des mesures supplémentaires à 30 ans de législation antiterroriste. Depuis 1986, en effet, l'arsenal judiciaire n'a cessé d'être renforcé. Plusieurs mesures rognant les libertés publiques et annoncées comme provisoires ont été par la suite entérinées définitivement. Depuis que Hol-



lande est président et jusqu'en octobre 2015 (donc avant les attentats), ce sont cinq textes en relation avec le terro-

risme qui ont été préparés. Ceux adoptés ou annoncés depuis novembre vont encore accroître les pouvoirs policiers. Le gouvernement a instauré l'état d'urgence après les attentats du 13 novembre puis a profité du vote de sa prolongation pour modifier la loi de 1955. Ont donc été inscrites dans la loi et le droit de nouvelles dispositions (les perquisitions sans contrôle judiciaire, la facilitation des assignations à résidence, la dissolution de groupes « dangereux ») qui seront dorénavant mobilisables à chaque proclamation de l'état d'urgence. Sans parler de la constitutionnalisation de l'état d'urgence « nouvelle formule », annoncée dès le 16 novembre.

Comme le montrent les mesures prises autour de la COP21, ces textes permettent en fait de viser bien au-delà des terroristes : demain, ce seront tous ceux qui seront soupçonnés de vouloir agir contre la politique gouvernementale ou qui voudront faire connaître leurs grèves en manifestant sous des formes diverses. Dans une interview donnée à *L'Anticapitaliste* hebdo le 12 avril 2015, Laurence Blisson, secrétaire générale du Syndicat de la magistrature, le confirmait à propos de la loi sur le renseignement promulguée en juillet 2015. Les futurs textes seront donc très utiles pour défendre le pilier essentiel de la politique de ce gouvernement : l'austérité et la soumission au patronat, en cas de grèves « dures » et de mouvements généralisés.

FASCISATION ?

Pour comprendre ce qui se jouait en 1958, il fallait aller au-delà de la cause immédiate (l'Algérie) pour prendre en compte les contradictions de classe. De la même façon, aujourd'hui, il faut aller au-delà des aspects sécuritaires. Certes, ceux-ci sont essentiels et potentiellement très lourds de dangers. Giorgio Agamben a écrit fort justement : « on ne comprend pas l'enjeu véritable de la prolongation de l'état d'urgence [jusqu'à la fin février] en France, si on ne le situe pas dans le contexte d'une transformation radicale du modèle étatique qui nous est fa-

milier ».³ Il précise ensuite que « l'état d'urgence s'inscrit, aujourd'hui, dans le processus qui est en train de faire évoluer les démocraties occidentales vers quelque chose qu'il faut, d'ores et déjà, appeler Etat de sécurité ("Security State", comme disent les politologues américains). [...] l'Etat [de sécurité] se fonde durablement sur la peur et doit, à tout prix, l'entretenir, car il tire d'elle sa fonction essentielle et sa légitimité. »

L'analyse d'Agamben est pertinente mais il lui manque un volet : la crise économique et les rapports sociaux. Aujourd'hui, les objectifs des secteurs dominants de la bourgeoisie française (imposer des réformes liquidant l'essentiel de l'héritage du « modèle » mis en place après 1945) impliquent sans doute un Etat encore plus fort. Le système présidentieliste français permet déjà d'éviter ce qui se passe aujourd'hui au Portugal et en Espagne : des résultats électoraux qui, ne donnant pas de majorité claire au Parlement, permettent à des partis de la gauche radicale (le Bloc de gauche portugais, Podemos en Espagne) de faire pression sur les partis gestionnaires de l'austérité. L'heure est désormais à la constitution d'un exécutif qui ait les moyens de prévenir toute éventuelle révolte sociale. Ce qui était auparavant considéré comme l'exception (l'interdiction des manifestations, par exemple) devrait devenir la règle.

Mais pas plus aujourd'hui qu'hier, il ne s'agit d'une fascisation. Comme l'explique le sociologue Alain Bihr, « l'Etat fasciste n'est pas la seule forme d'Etat d'exception » auquel peut recourir la bourgeoisie (voir son interview dans *L'Anticapitaliste* hebdo du 24 avril 2014). Il ne s'agit pas d'imposer un terrorisme d'Etat, un parti unique, etc. Les formes institutionnelles de la démocratie bourgeoise, notamment les élections, ne sont pas en cause. Rappelons qu'Alain Bihr, dans un texte de 2014, notait aussi qu'un des scénarios possibles accélérant un tel type d'évolution serait « une



... à un état d'exception permanent ? DR.

déstabilisation à grande échelle de la proche périphérie de l'Europe (l'Afrique du Nord, le Proche Orient ou l'Europe orientale), avec des menaces immédiates sur ses frontières (par exemple sous la forme d'un afflux massif de réfugiés ou de plusieurs guerres civiles) ».⁴

BONAPARTISME ?

En 1958, l'Etat gaulliste avait des aspects bonapartistes : à son arrivée au pouvoir, De Gaulle donnait l'impression d'osciller entre les différentes fractions de la bourgeoisie avant de trancher le nœud gordien en faveur de l'indépendance de l'Algérie et de l'engagement dans la construction européenne (tout en menant une bataille acharnée pour sauvegarder les intérêts agricoles français). Les références constantes à la France éternelle s'accompagnaient de gestes concrets pour construire un semblant d'indépendance par rapport aux Etats-Unis, notamment sur le plan militaire (sortie de l'organisation militaire de l'OTAN, force de frappe nucléaire) et diplomatique (prise de distance avec la guerre américaine au Vietnam).

L'Etat fort façon Hollande se drapait d'oripeaux nationalistes avec l'injonction d'arborer un drapeau tricolore, la visite présidentielle sur le porte-avion « Charles de Gaulle » et l'introduction envisagée dans la Constitution de la déchéance de la nationalité française. Les références au patriotisme, au rôle de

l'armée et de la police tendent à devenir permanentes dans les discours du président et du premier ministre.

Pour un peu, on croirait entendre le mot d'ordre des « néo-socialistes » en 1933 « Ordre, Autorité, Nation »⁵. Mais il s'agit d'un nationalisme de pacotille. Comme l'explique Enzo Traverso, « "l'état d'exception" qui s'installe aujourd'hui n'est pas fasciste ou fascisant, mais néolibéral : il transforme les autorités politiques en simples exécutants des choix des pouvoirs financiers qui dominent l'économie globale. Il n'incarne pas l'Etat fort, plutôt un Etat soumis, qui a transféré aux marchés une grande partie de sa souveraineté. »⁶

Aujourd'hui, contrairement à 1958, les cercles dominants de la bourgeoisie française sont unifiés sur les objectifs. L'Etat fort hollandais n'est pas bonapartiste mais directement un instrument de maintien de l'ordre sur tous les plans, de maintien du « désordre établi » (selon l'expression d'un philosophe des années 1930).

Cela amène à un autre aspect de la situation, que nous nous conterons ici d'évoquer rapidement : l'évolution du PS. Celui-ci avait été (re)fondé par Mitterrand en 1971 comme parti de transformation sociale. Des 1983, cet aspect avait commencé à être enterré, mais le PS se targuait encore d'être le parti de la transformation « sociétale » contre les archaïsmes. Le dernier feu en a été le « mariage pour tous ». Maintenant, le

cycle est bouclé : avec Hollande et Valls, Guy Mollet (le « socialiste » qui a envoyé en 1956 les soldats du contingent pour réprimer la lutte du peuple algérien) est de retour. Rappelons que sous Mollet, le parti socialiste (alors dénommé SFIO, « section française de l'internationale ouvrière »...) avait soutenu l'appel à De Gaulle en 1958 et appelé à voter pour la Constitution de la V^e République.

Le plus piteux dans cette affaire est que Hollande et Valls se drapent dans les habits de la lutte contre le Front national, alors que non seulement leur politique économique et sociale renforce ce parti, mais que leur état d'urgence crée les conditions juridiques et politiques ainsi que les conditionnements mentaux qui pourraient favoriser demain l'imposition d'un état d'urgence « bleu marine » si Marine Le Pen accédait au pouvoir. □

1 « A Beauvais, certains voudraient interner les fichés "S" », Laurent Borredon, *Le Monde*, 05/12/2015.

2 Cité dans un article signé Jean-Pierre Martin, « Le sens de l'ambiguïté du gaullisme », revue *Quatrième Internationale* n° 4, novembre 1958. On trouve dans cet article une synthèse de certains des débats de l'époque.

3 « De l'Etat de droit à l'Etat de sécurité », Giorgio Agamben, *Le Monde*, 23 décembre 2015.

4 Ce texte a été reproduit sur le site A l'Encontre : <http://alencontre.org/societe/le-fascisme-nest-pas-le-seul-regime-detat-dexception-auquel-un-capitalisme-en-crise-puisse-donner-naissance.html>

5 Les néo-socialistes constituaient une minorité au sein du parti socialiste français de l'époque. Ils en furent exclus.

6 Interview d'Enzo Traverso, « L'historien Enzo Traverso définit le post-fascisme comme un phénomène profondément différent du fascisme classique et, surtout, comme un processus de transformation politique dont on ignore largement l'issue ». *Regards*, 9 décembre 2015, <http://www.regards.fr/web/article/enzo-traverso-la-mutation-post>

COP21 : en dépit du spectacle, le verre est vide à 80 %

PAR DANIEL TANURO

La COP21 a, comme prévu, débouché sur un accord. Celui-ci entrera en vigueur à partir de 2020 s'il est ratifié par 55 des pays signataires de la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques et que ces 55 pays totalisent au moins 55 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Au vu des positions prises à Paris, cette double condition ne devrait pas soulever de difficulté (mais la non-ratification de Kyoto par les Etats-Unis montre que des surprises sont toujours possibles...)¹

L'accord fixe pour objectif de maintenir la hausse moyenne de température « bien au-dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts pour limiter la hausse de température à 1,5°C au-dessus de ces niveaux, en reconnaissant que cela réduirait considérablement les risques du changement climatique ».

En outre, le texte affirme sa volonté d'atteindre ces objectifs dans le respect du principe des responsabilités communes mais différenciées, des droits humains, du droit à la santé, du droit au développement, des droits des peuples indigènes, des droits des personnes handicapées et des enfants, de l'égalité de genre, en promouvant « l'empowerment » des femmes ainsi que la solidarité intergénérationnelle, en actant l'importance d'une « transition juste » pour le monde du travail et en tenant compte des capacités respectives des pays...

On ne peut évidemment qu'adhérer à ces prises de position principielles, mais le texte adopté par les 195 pays représentés à la COP ne donne aucune garantie qu'elles seront suivies d'effet. De plus, et surtout, il reste totalement imprécis quant aux échéances à respecter pour que les objectifs climatiques soient atteints : il se contente de dire que « les parties visent à atteindre un pic mondial dans les émissions aussi vite que possible et à entreprendre ensuite de rapides réductions des émissions conformément à la meilleure science disponible, afin d'atteindre dans la seconde moitié du siècle un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions par les puits de gaz à effet de serre ». Or, l'année du pic, le rythme annuel des réductions globales d'émission

après ce pic et le moment précis entre 2050 et 2100 où l'équilibre global émissions/absorptions est réalisé conditionnent la stabilisation du réchauffement à tel ou tel niveau.

« CONCILIER L'INCONCILIABLE » ?

Prenant la parole devant la plénière des participants, le 12 décembre, le président François Hollande s'est réjoui du fait que la conférence soit parvenue à « concilier ce qui [paraissait] inconciliable » en adoptant un document « à la fois ambitieux et réaliste ». « L'accord décisif pour la planète, c'est maintenant », a-t-il conclu. S'exprimant avant lui en tant que président de cette COP, son ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, s'est félicité d'un résultat représentant « le meilleur équilibre possible ».

La Convention cadre des Nations-Unies sur le changement climatique (CCNUCC) date de 1992. Elle n'a accouché que d'une tentative très insuffisante : le protocole de Kyoto. Cela fait des années que le défi climatique contribue de façon croissante à miner la légitimité du capitalisme et la crédibilité de ses gestionnaires politiques. Dans le sillage de la COP de Paris, il est d'ores et déjà évident que nous allons être confrontés à une très vaste contre-offensive visant à propager l'idée que le système, contrairement à ce qui a été dit, est capable d'endiguer la catastrophe qu'il a créée, et que les gouvernements à son service sont à la hauteur de la situation.

Celles et ceux qui ne croient pas à la possibilité d'un capitalisme vert, qui ne croient pas en particulier à la possibilité de sauver le climat sans remettre en question la tendance fondamentale du système à la croissance, ont donc intérêt à examiner l'accord

de Paris sous cet angle-là : oui ou non, la COP21 a-t-elle « concilié l'inconciliable » ? Paris a-t-il donné tort aux affreux grincheux pessimistes et écosocialistes ?

La réponse à cette question est « non » à au moins 80%. Pourquoi « à 80% » ? Parce que, sur la base des propres expertises du secrétariat de la CCNUCC, on peut affirmer qu'un cinquième à peine du chemin pour rester sous 2°C de réchauffement a été fait (et encore, seulement sur le papier !) Autrement dit, on n'est pas dans le cas du verre à moitié plein et à moitié vide : le verre de la COP21 est vide aux quatre cinquièmes, au moins. Fondamentalement, la catastrophe climatique continue, la preuve que les choses réputées inconciliables peuvent être conciliées n'a pas été apportée. Expliquons-nous.

ENTRE L'ACCORD ET LES INDC

Il y a deux éléments dans la négociation : le texte adopté à Paris, d'une part, et les projets de « plans climat » que chaque pays participant à la conférence a adoptés et transmis au secrétariat de la CCNUCC en vue de la COP, d'autre part. Dans le jargon des négociateurs, ces projets de plan climat sont désignés par l'acronyme anglais INDC (pour « *Intended Nationally Determined Contributions* » – intentions nationales déterminées de contribution au sauvetage du climat). Le texte adopté à Paris pose certes l'objectif d'un réchauffement inférieur à 2°C, le plus près possible de 1,5°C. Mais les INDC – qui portent jusqu'à l'échéance 2025 ou 2030 – sont bien loin d'atteindre cet objectif : selon les estimations qui en ont été faites, leur effet cumulé serait de nous entraîner vers un ré-



chauffement catastrophique de 3°C environ.

Cette contradiction entre les déclarations d'intention de l'accord et la réalité des plans climat des pays signataires de l'accord n'est pas un secret. La motion adoptée à Paris (en même temps que l'accord proprement dit), « [insiste] avec une sérieuse préoccupation sur le besoin urgent de s'attaquer au fossé significatif entre l'effet agrégé des promesses de mitigation des Parties en termes d'émissions mondiales annuelles de gaz à effet de serre d'ici 2020 (d'une part), et les trajectoires d'émission cumulées conformes avec l'objectif de maintenir la hausse de la température moyenne du globe bien au-dessous de 2°C et de poursuivre l'effort pour limiter la hausse de température à 1,5°C (d'autre part). »

Ce fossé entre l'effet cumulé des INDC et l'objectif des 1,5 à 2°C adopté à Paris a été étudié par le groupe de travail ad hoc mis sur pied lors de la COP de Durban afin de plancher sur les moyens de rehausser le niveau d'ambition de la politique climatique (Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action). Le 30 octobre 2015, dans le cadre de la préparation de la COP21, ce groupe de travail a remis un rapport détaillé au secrétariat de la CCNUCC.

Dans ce texte, la somme des émissions INDC aux échéances 2025 et 2030 est comparée aux émissions « business as usual », d'une part, et, d'autre part, à (des variantes de) la trajectoire de réduction des émissions globales qui devrait être suivie, selon le GIEC, pour avoir 66 % de probabilité de maintenir le réchauffement sous les 2°C « à moindre coût » (ces trajectoires constituent ce que le dernier rapport du GIEC appelle les « least cost 2°C scenarios »).

La méthode des auteurs de l'étude est simple : ils prennent les émissions « business as usual » comme scénario de référence (0 % de l'objectif 2°) et le « least cost 2°C scenario » comme le but à atteindre (100 % de l'objectif 2°) ; ceci fait, ils expriment la somme des réductions d'émission projetées par les INDC en pourcentage de l'objectif 2°. Voici leur conclusion : « dans cette comparaison, les INDC sont estimées réduire la différence entre les émissions "business as usual" et les scénarios 2°C de 27 % en 2025 et de 22 % en 2030 ». C'est pourquoi nous avons affirmé ci-dessus que « le verre de la COP21 est vide à 80 % ».

Il n'est d'ailleurs pas exclu que ce chiffre de 80 % soit inférieur à la réalité. En effet, les INDC mériteraient d'être soumises à un

examen plus détaillé, dans le but de vérifier si les Etats n'ont pas gonflé leurs chiffres afin de se donner une image de bons élèves de la classe. Des tricheries de ce genre se sont déjà produites plusieurs fois dans le dossier climatique (qu'on songe par exemple à la façon dont les Etats membres de l'UE ont surestimé les émissions de leurs industries polluantes, afin que celles-ci re-

chances de rester sous la limite des 2°C ait été reporté de façon aussi importante entre le 4^e et le 5^e rapport ? Selon le 4^e rapport, pour ne pas dépasser 2°C de hausse, il fallait que les émissions mondiales culminent au plus tard en 2015 ; or, selon le 5^e rapport, il serait encore possible de rester sous les 2°C en commençant à réduire les émissions mondiales seulement en 2020,



çoivent gratuitement un maximum de droits d'émission revendus avec profit). Le fait que bon nombre d'INDC misent fortement sur les absorptions de CO₂ par les forêts, ou sur les réductions relatives d'émissions, et relativement peu sur les réductions nettes, incite à la méfiance. Mais laissons cet aspect aux spécialistes et voyons plutôt comment l'accord de Paris envisage de combler le fossé entre les INDC et l'objectif d'un réchauffement maintenu entre 1,5 à 2°C.

COMBLER LE FOSSÉ ? CHICHE !

Au préalable, je dois avouer qu'un point des rapports du GIEC reste pour moi inexplicable : alors que le diagnostic sur la gravité du changement climatique est de plus en plus inquiétant et que le phénomène progresse beaucoup plus vite que projeté à l'aide des modèles, comment se fait-il que le pic des émissions mondiales de gaz à effet de serre à respecter pour avoir 66 % de

en 2025, et même en 2030 – fût-ce au prix de difficultés de plus en plus importantes. Je suppose que les auteurs des rapports n'ont pas simplement pour but de maintenir la flamme de l'espoir, qu'il y a une explication scientifique à ce glissement. Mais je ne la connais pas...

Quoi qu'il en soit, admettons que le pic des émissions compatible avec 2°C ou 1,5°C puisse en effet n'intervenir qu'en 2025 ou en 2030 et revenons à notre question : comment l'accord de Paris envisage-t-il de combler le fossé entre les INDC et l'objectif d'un réchauffement « bien inférieur à 2°C » ? La réponse est dans le texte adopté : en révisant les INDC tous les cinq ans, dans le but d'en augmenter l'ambition. Cette révision reposera uniquement sur la bonne volonté des parties : l'accord n'est pas contraignant juridiquement, ne prévoit aucune pénalité, etc. Alors que la maison brûle, il est tout de même fort de café qu'un engagement aussi léger soit présenté comme une percée his-

torique...

Une des questions importantes ici est celle du timing : l'accord de Paris entrera en vigueur en 2020, et la première révision n'aura lieu qu'en... 2023. Pour rappel, il a fallu huit ans pour ratifier le protocole de Kyoto, qui ne concernait qu'un petit nombre de parties et ne mettait en œuvre que des réductions d'émission dérisoires. Penser que,



le 12 décembre 2015 à Paris, dans la marche organisée pour la fin de la COP21. Photothèque rouge/JMB.

dans dix ans, alors que les tensions géopolitiques ne font que croître, 195 pays parviendront rapidement à s'accorder sur les 80 % du chemin qu'ils doivent encore parcourir pour sauver le climat, c'est en réalité jouer à la roulette russe avec le sort de centaines de millions d'êtres humains et avec les écosystèmes. C'est peu dire que la COP21 n'infirme pas l'analyse écosocialiste, elle la confirme au contraire : le système capitaliste, quand il bute contre les limites écologiques, ne peut que reporter l'essentiel du problème devant lui, en le rendant de plus en plus complexe et dangereux.

VOUS AVEZ DIT

« COMBUSTIBLES FOSSILES » ?

A propos de dangerosité, justement, celui ou celle qui s'obstinerait à croire qu'un miracle s'est produit le 12 décembre au Bourget devrait encore se poser deux autres questions :

• Comment se fait-il que les mots ou expres-

sions « combustibles fossiles », « industrie », « charbon », « pétrole », « gaz naturel », « fabrication automobile », et d'autres tout aussi cruciaux pour le sujet qui nous occupe, n'apparaissent pas une seule fois dans le texte de Paris ? Que le mot « énergie » ne soit cité que deux fois dans une même phrase à propos de l'Afrique (et une fois dans le nom de l'Agence internationale de l'énergie) ?

• A l'inverse, comment se fait-il que les mots ou expressions « transition énergétique », « sobriété énergétique », « recyclage », « réemploi », « biens communs », « localisation » ne soient jamais utilisés ? Que l'expression « énergie renouvelable » ne soit employée qu'une seule fois, et uniquement à propos des pays « en développement » (« l'Afrique en particulier ») ? Que « biodiversité » ne soit employé qu'une seule fois ? Que le concept de « justice climatique » n'apparaisse lui aussi qu'une seule fois, comme « important pour certains » – précisément dans ce même alinéa fourre-tout qui mentionne la biodiversité et l'importance (« pour certains » aussi !) de la Terre Mère ? Ces lacunes ne sont pas le fruit du hasard mais la marque d'un projet précis, d'une stratégie capitaliste de réponse au défi climatique. Les climato-négationnistes semblent en passe de perdre la partie dans la classe dominante, et c'est tant mieux. Pour autant, on aurait tort de considérer avec soulagement que l'accord de Paris est un « signal fort », « tournerait la page des combustibles fossiles » ou marquerait le tournant vers une « transition juste », comme l'ont dit certains. Les coupables du désastre – en gros, les secteurs des fossiles et du crédit – tiennent fermement le gouvernail.

UN TOURNANT, MAIS LEQUEL ?

Il y a tournant ? Sans doute. Il y a sans doute une prise de conscience, au plus haut niveau, du risque majeur, incalculable, que le réchauffement global, s'il n'est pas jugulé, fait peser sur la société, sa cohésion et son économie (l'encyclique du pape François est une manifestation de ce phénomène). Il est probable que certains décideurs capitalistes ne se contenteront pas d'utiliser cette COP comme un paravent pour cacher la catastrophe que leur incurie politique prépare depuis le Sommet de la Terre de 1992, qu'ils tenteront de s'accorder pour combler le fossé entre les INDC et ce qui est nécessaire pour contenir le réchauffement en-dessous des 2°C. Mais il est peu probable par contre qu'ils y parviennent (c'est un euphémisme). Entre autres raisons parce que le tournant est amorcé très tard, que le capital fossile a le pied sur le frein et que le

monde multipolaire est déchiré par des rivalités interimpérialistes féroces, sans leadership clair...

De plus, l'objectif n'est pas tout, il y a aussi la manière. Or, le « *least cost 2°C scenario* » qui inspire les stratèges, c'est le recours non seulement aux « énergies douces » mais aussi au nucléaire, à la combustion des fossiles avec capture-séquestration du carbone, à l'hydroélectricité géante et à la combustion de la biomasse avec « *récupération du carbone* » (carbon recovery). Le 5^e rapport du GIEC est formel : sans cela, rester au-dessous de 2°C n'est vraiment « pas rentable », les coûts explosent, les profits sont menacés. Sacrilège !

Au hit-parade des technologies d'apprentis-sorciers, la combustion de biomasse avec récupération du carbone a la cote. Ses partisans font le raisonnement qu'en brûlant cette biomasse, en stockant le CO₂ issu de cette combustion et en cultivant une nouvelle biomasse à brûler qui – en poussant – absorbera du CO₂ de l'air, on pourra non seulement réduire les émissions mais aussi diminuer le stock de CO₂ accumulé dans l'atmosphère. Le raisonnement est imparable... mais l'énorme consommation de biomasse que ce projet implique ne peut que détruire à la fois les écosystèmes et les communautés humaines qui y vivent.

Or, c'est bien dans ce sens-là que l'accord de Paris pose des jalons, par exemple en annonçant un ample « *mécanisme de développement durable* ». A la lecture, on comprend qu'il s'agira simplement d'amplifier au maximum le « *mécanisme de développement propre* » de Kyoto... grâce auquel des groupes automobiles européens, notamment, « compensent » leurs émissions en investissant au Sud dans des projets « forestiers », sur le dos des peuples indigènes.

Voilà « l'ambition réaliste » décrite par Hollande lors de l'apothéose médiatique de la COP. Voilà le vrai visage de ce que certains s'obstinent à saluer comme la marche vers un « *capitalisme vert* ». Voyons la réalité en face. Ce qui se met en place au nom du « *développement durable* » est anti-écologique, antisocial, ne sauvera pas le climat et nécessitera toujours plus de répression pour briser les résistances, faire taire les dissidences. Décrété sous prétexte de lutte antiterroriste, l'état d'urgence policier est tout compte fait très révélateur de certaines tendances cachées de cette COP... □

¹ Ce texte est paru initialement, le 13 décembre 2015, sur le site de la LCR de Belgique : <http://www.lcr-lagauche.org/cop21-en-depit-des-declarations-le-verre-est-vide-a-80/>

TÉMOIGNAGE

De Kos à Athènes, quelques jours avec les migrants

PAR MICHÈLE VILLANUEVA

Syriens, Irakiens, Afghans arrivés en Turquie, une fois rescapés du dernier écueil du bras de mer entre Bodrum et Kos, quel accueil reçoivent-ils en Grèce, dans l'île de Kos comme à Athènes ? Un témoignage après quinze jours passés avec eux fin octobre 2015 : leurs récits et notre indignation.¹

De Kos, île grecque du Dodécanèse, à Bodrum, ancienne cité d'Halicarnasse, devenue station balnéaire turque très touristique, il y a quelque 25 km franchis en 45 minutes par les bateaux réguliers qui transportent touristes et voisins pour 15 euros aller-retour.

Les villes aperçues sont toutes blanches, entourées de collines et bordées de plage. La mer est d'un bleu que les profondeurs assombrissent. J'y plonge mon regard et malgré le temps chaud, j'ai froid car je sais que dans cette eau il y a des corps de migrants, de celles et ceux qui n'ont pas échoué à Kos ou à Bodrum où fut retrouvé le corps du petit Aylan, enfant kurde de trois ans.

Ce n'est ni la première ni la dernière noyade qui a ému fortement, on peut dire dans le monde entier. L'absurde des frontières et autres murs saute inévitablement aux yeux. Nous ne pouvons ignorer que chaque nuit des familles, des hommes et des femmes vont tenter une traversée hasardeuse dans l'espoir d'atteindre l'Europe, contraints de payer au moins 1000 euros pour chacun.

Le mouvement des migrants est un fait historique dû à une situation internationale complexe, nourrie des guerres, certaines d'une barbarie exceptionnelle, du Moyen-Orient et de l'Afrique jusqu'en Asie centrale. Guerres dont les pays dominants ont pris leur part, comme les Etats-Unis en Irak ou la France en Afrique. Aussi comment s'étonner que depuis le début 2015 soient arrivés en Grèce par la mer 580 125 migrants sur un total de 723 221, et en Italie 140 200, dont 53 % de Syriens, 18 % d'Afghans et 6 % d'Irakiens ? En 2014, les chiffres des migrants en Europe avaient déjà triplé avec 274 000 arrivées.

Et comme on sait que les réfugiés tentent

de survivre au Liban où ils sont plus d'un million, en Turquie où ils sont deux millions, et que la guerre se poursuit en Syrie comme en Irak, on ne peut que com-

Des familles, femmes avec enfants de quelques mois à quatre ans et plus, attendent assises en groupe devant le bureau délivrant les laissez-passer qui vont



Des réfugiés débarquent en canots pneumatiques sur l'île de Kos. DR.

prendre que des familles ne pensent qu'à fuir la mort et la misère. Les articles de journaux, les études sur ce sujet, les émissions de télévision, les vidéos informent, mais qui sont individuellement ces migrants ? A Kos, nous avons pu les rencontrer durant quelques jours.

UNE SOLIDARITÉ VISIBLE

Le cadre, ce sont d'abord ces tentes adossées au mur de fortification du fort des chevaliers du XV^e siècle, des toilettes installées différentes pour hommes et femmes, de l'autre côté de la rue qui longe le port, des canots dégonflés ou éventrés, des gilets de sauvetage abandonnés, un peu plus loin d'autres canots, un bateau échoué. Du linge qui sèche, y compris des couches d'enfants.

leur permettre d'atteindre Athènes ; elles sont prioritaires sur les femmes et hommes seuls. Un responsable suisse du haut-commissariat aux réfugiés des Nations-Unies informe et gère les entrées dans le poste de police. Il nous affirme que tous les migrants ont leurs papiers en quelques jours, y compris les Africains. Tout près, un espace de Médecins sans frontières est installé avec grande tente médicale et de nombreuses tentes de migrants. La solidarité est évidente, venant tant de particuliers que d'associations de bénévoles ; ainsi toutes et tous reçoivent largement les vêtements dont ils ont et auront besoin dans leur périple futur. Le matin, un boulanger vient distribuer pains, sandwiches et confiseries. Deux fois par jour, midi et soir, des centaines de repas

chauds sont servis. Les enfants sont partout, ils jouent, rien comme s'ils avaient déjà oublié ce qu'ils ont vécu, en survivant dans cette mer noire et froide si dangereuse.

Nous avons discuté avec des Pakistanais, des Bangladais, des familles de Syriens, peu avec des Afghans qui ne parlent que leur langue nationale. Pour toutes et tous, la même affirmation de ne plus pouvoir vivre en Syrie ou au Liban, le soulagement d'avoir pu échapper à la noyade et l'attente d'arriver en Europe où, parfois, ils ont de la famille ou des connaissances, en Allemagne, au Luxembourg, en Belgique. Tous ont des téléphones portables qu'ils peuvent recharger et suivent la situation dans les différents pays d'Europe centrale.

DES ROUTES DIVERSIFIÉES

Actuellement les routes se diversifient. Des Syriens arrivent au Maroc en passant par l'Algérie : ils se pressent à Melilla, utilisant leur relative ressemblance avec la population locale, achètent des passeports. Même les routes d'Afrique changent. Nous avons rencontré un Camerounais et un Congolais. Je pensais qu'ils allaient nous raconter leurs parcours en Afrique comme nous avions entendu des migrants le faire en décembre 2013, eux qui avaient circulé mois et années avant d'arriver au Maroc et passé tant de temps dans la colline du Gourougu avant de pouvoir pénétrer à Melilla, seuil de l'Espagne, puis franchir son triple rideau de fer et de barbelés.

Les Africains rencontrés à Kos nous expliquent qu'ils sont partis de leur pays en avion pour la Turquie, avec un visa obtenu facilement contre argent comptant. Leur plus grande angoisse fut sur cette traversée de Bodrum à Kos, la nuit, sur un canot gonflable surchargé avec un petit moteur vite en panne. Ils ont dû payer avec leurs mains vers les lumières de Kos, la seule indication de leur destination qu'on leur avait donnée. Avec eux, une jeune femme venue, me disent-ils, d'Amérique. Elle parle espagnol, est originaire de la République dominicaine d'où elle a pu partir avec un visa pour la Turquie. Ce fut une surprise d'apprendre combien il était facile de se rendre en Turquie avec un visa du pays. Pour les Africains, francophones, la destination ne peut être que vers ce pays dont ils parlent la langue, et qui a eu tant de liens avec eux, y compris les plus violents.

Ils nous parlent aussi de la solidarité reçue à Kos. Tout près du port, quelques res-

taurants à touristes, dont un les accepte et leur offre de connecter leur téléphone avec des recharges utilisables par tous. Des migrants y partagent aussi de grands plats de spaghettis. Ils sont peu visibles au centre de Kos, toujours discrets. Les associations bénévoles, nous en avons vu une, allemande avec d'autres Européens mais toujours très peu de Français, des ONG prennent aussi en charge les familles, femmes et enfants logés dans deux hôtels. Les migrants payent eux-mêmes leurs chambres mais peuvent être aidés en cas de besoin. Dès qu'ils ont reçu leurs laissez-passer, les migrants prennent leur billet de bateau pour Athènes. Lorsque nous sommes partis de Kos, ils étaient au moins aussi nombreux sur le bateau que les voyageurs et touristes.

Nous les retrouvons aussi dans le métro du Pirée vers Athènes. Face à nous, une famille d'Afghans qui ne parle aucune langue européenne, mais parvient à nous demander où se trouve Victoria, station de métro et place d'Athènes. Nous y irons plusieurs fois. Les migrants y débarquent, reçoivent des aides en vêtements et nourriture de la population et d'associations. Ceux qui ont de l'argent peuvent louer des chambres d'hôtel, les Syriens surtout, en attendant le grand départ sur les routes. Les passeurs sont très présents, proposant des cars vers la frontière de Macédoine avec des tracts en anglais et surtout en arabe. A Kos, des familles nous avaient aussi parlé de Patras pour rejoindre l'Italie en évitant la longue route de l'Europe centrale.

Les derniers à quitter Victoria sont les Afghans, toujours des familles aux nombreux bébés et enfants. Nous en retrouvons beaucoup à Galatsi, dans un centre de regroupement face au gymnase olympique avec de grands hangars chauffés, aménagés avec des tentes. Des bénévoles et des associations assurent la distribution de vêtements de toutes tailles. En les aidant à trier, j'en ai trouvé beaucoup de neufs. Des enfants jouent dans la grande cour. Il y a une assistance médicale et plusieurs centaines de repas chauds sont distribués chaque jour. A leur tour, ils quitteront ce centre au bout de quelques jours pour poursuivre leur route vers l'Allemagne et les pays nordiques.

TOUS LES MIGRANTS SONT DES RÉFUGIÉS

Si nous approchons là une réalité, nous savons qu'elle n'est que partielle. Ce que nous avons vu et entendu confirme les sta-

tistiques sur des flux qui ne peuvent que se poursuivre. Tous ces migrants sont des réfugiés fuyant les horreurs de la guerre, du monde qui fut le leur et se trouve détruit, de la mort autour d'eux au point de braver et faire braver à leur famille des trajets terrestres et maritimes des plus difficiles.

Mais partout, loin de ce qui se passe en France, les migrants reçoivent souvent aide et assistance, compréhension de ce qu'ils vivent. Ils sont liés à ceux qui sont partis avant eux, échangent avec eux sur leur portable, mais aussi avec les passeurs, à propos des routes qui se modifient en fonction des murs dans lesquels s'enferment des pays tels la Hongrie.

Aucun mur, aucune frontière, aucune mer, ne peuvent empêcher les migrants, réfugiés demandant l'asile, d'arriver en Europe. Cette Europe dont les pays, les peuples se sont affrontés lors des deux guerres mondiales du XXe siècle, a vu des économies détruites et connu des dictatures sanglantes. Des populations se sont déplacées pour fuir la barbarie. Combien de Français ont aujourd'hui des origines italiennes, espagnoles ou polonaises ? Certains de leurs parents témoignent aujourd'hui, à plus de 80 ans, de ce qu'ils ont vécu eux aussi sur les routes, ou parqués dans des camps plus que rudimentaires en connaissant froid et faim, disant combien ils se sentent solidaires des migrants, réfugiés demandant l'asile, si peu accueillis en France.

Dans les livres scolaires d'Histoire on peut lire qu'après la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a enfin plus eu de guerre. Bali-vernès. C'est oublier bien vite les guerres coloniales contre les peuples qui voulaient être indépendants. Les mêmes camps ont encore servi en France contre celles et ceux qui étaient chassés de chez eux par ces guerres de décolonisation. La Syrie, l'Irak ou l'Afghanistan ne subissent-ils pas aujourd'hui le poids de l'occupation et des guerres menées par les occidentaux ?

Être solidaires de ces migrants, et nous sommes honteux qu'ils puissent connaître la jungle de Calais, ne suffit plus. C'est à nous de refuser la politique du gouvernement français face aux migrants, aux sans-papiers qui sont des migrants arrivés plus tôt que les vagues d'aujourd'hui, de nous mobiliser pour celles et ceux qui sont déjà là comme pour les quelques nouveaux arrivants. Les droits d'accueil et d'asile ne se découpent pas. □

1 Texte publié initialement, le 13 novembre 2015, sur le blog de l'auteure : <http://blogs.mediapart.fr/blog/michele-villanueva/131115/de-kos-athenes-quelques-jours-avec-les-migrants-fin-octobre-2015>

Le monde paysan à une croisée des chemins

PAR GÉRARD FLORENSON

Si elle n'occupe plus directement que 3 % des actifs, l'agriculture française fait toujours parler d'elle. Il faut rappeler la place singulière de cette paysannerie, classe remuante autant que subventionnée. Son avenir concerne celui de la société tout entière.

La production agricole est d'abord à vocation alimentaire ; consommés tels quels ou transformés, nous attendons de ses produits des qualités gustatives, mais aussi des bienfaits pour notre santé. Les conditions de production, avec ou sans pesticide et du fait de l'impact des constructions, ont une incidence forte sur l'environnement. Enfin l'agriculture modèle les paysages et participe de l'aménagement des territoires. Labourage et pâturage sont certes les deux mamelles de la France, mais ils se trouvent aussi au cœur de notre mode de vie présent et futur. C'est sans doute ce qui explique que les paysans soient beaucoup plus aidés que d'autres professions.

PRIS AU PIÈGE DU PRODUCTIVISME

On est passé en un demi-siècle d'une paysannerie nombreuse et peu productive à des exploitations qui couvrent les besoins alimentaires nationaux et exportent des masses de denrées. Dans le même temps, les crises ont changé de visage. Les bonnes ou mauvaises récoltes ont une incidence sur les prix et les alertes sanitaires peuvent provoquer un effondrement des marchés, mais c'est la mondialisation capitaliste et la croissance des échanges, la concurrence internationale qui pèsent durablement sur les cours. Malgré le développement spectaculaire des productions, nombre d'agriculteurs et pas seulement les petits vivent du RSA et n'ont plus de protection sociale. Etranglés par les dettes, coincés entre fournisseurs et clients, ils sont pris au piège du productivisme. Et les salariés sont parmi les plus exploités du monde du travail.

Comment en sortir sans tomber dans le piège d'un protectionnisme inapplicable dans un pays qui exporte bien plus qu'il n'importe ? Sans doute faut-il des mesures d'urgence comme des moratoires sur les

dettes, des prix garantis et des quotas de production, mais ces réponses élémentaires exigent déjà une rupture avec le libre échange, donc un affrontement avec les institutions. Par ailleurs elles peuvent



Photothèque rouge/Babar.

limiter la casse, mais ne suffisent pas à construire une alternative sociale et écologique à un système destructeur de l'environnement comme de la santé publique. Si on ne veut pas s'en tenir à des généralités sur les circuits courts, à l'apologie des gentils bios et à la stigmatisation des méchants productivistes, il faut envisager l'agriculture dans son contexte. Les expériences alternatives sont précieuses par ce qu'elles démontrent, mais dans le cadre du capitalisme elles ne sont pas généralisables. La crise permanente que nous subissons facilite la prise de conscience qu'on ne peut pas continuer ainsi, mais il ne faut pas sous-estimer l'impact des fausses réponses portées par l'extrême droite : apologie du protectionnisme, nostalgie d'une France rurale de jadis totalement mythifiée, détournement de la colère vers les « charges », les « contraintes sociales et écologiques », les contrôleurs, le loup et l'ours.

DES BASES POUR UNE AUTRE POLITIQUE

La concentration, encouragée par les pouvoirs publics et la FNSEA, répondant aux

exigences des grands groupes de la transformation et de la distribution, semble avoir encore de beaux jours devant elle. Mais dans le même temps, l'évolution des exploitations a des conséquences contradictoires. Quand l'accès au foncier n'est plus synonyme de propriété de la terre, quand fleurissent les groupements et sociétés de producteurs et que les conjoints exercent fréquemment un autre métier, quand une part importante du revenu est « socialisée » par les subventions, n'a-t-on pas les bases matérielles d'une politique agricole différente ?

Une politique agricole et agroalimentaire anticapitaliste pourrait changer la donne, permettre des créations d'emplois en agriculture, nombreux et correctement rémunérés, un retour à la terre qui ne serait pas synonyme d'un retour au passé de la paysannerie propriétaire et de l'exploitation familiale, dont les femmes ont longtemps été victimes. Un modèle qui romprait avec l'exploitation des salariés de la filière et pourrait reposer sur des exploitations coopératives avec un autre mode de gestion du foncier, sans tomber dans le gigantisme bureaucratique de l'ex-URSS. Construire des circuits courts, cela implique aussi l'appropriation sociale des industries agroalimentaires et de la distribution, la reconstitution d'un tissu économique de proximité, avec des ateliers de fabrication et des marchés locaux. En bref, une agriculture écosocialiste qui s'inscrirait dans une société sans banquiers et sans patrons.

Beaucoup de pistes de réflexion pour tracer les grandes lignes d'un programme anticapitaliste et révolutionnaire pour l'agriculture, en étant conscients qu'on ne changera pas la donne par des injonctions morales mais en gagnant l'adhésion de la majorité des acteurs, paysans et salariés. □

LES PAYSANS FRANÇAIS

Une classe longtemps en marge du développement capitaliste

PAR GÉRARD FLORENSON

Depuis quelques années se développe en France une agriculture capitaliste, avec un décalage par rapport à d'autres pays qui s'étaient engagés plus tôt dans cette voie. Pour comprendre ce retard, si on peut dire ainsi, il faut revenir à l'Histoire.

En mettant fin à la propriété seigneuriale de l'ancien régime, la Révolution française a favorisé la petite propriété plutôt que les grandes exploitations latifundiaires qui prédominaient en Europe du sud. Tous les paysans n'ont pu acquérir suffisamment de terres ; le fermage (location payée en argent) et le métayage (partage de la récolte avec le propriétaire) complétaient le faire-valoir direct (la terre qui appartient à celui qui la cultive). Les petits paysans complétaient leurs revenus en travaillant chez les plus gros. Mais cette combinaison s'inscrivait dans le cadre d'une exploitation familiale autonome. La polyculture élevage prédominait, qui occupait toute la famille et souvent des domestiques, les valets de ferme. La nourriture provenait de l'exploitation, confinant parfois à l'autarcie.

UNE PAYSANNERIE NOMBREUSE ET PROPRIÉTAIRE

Les capitalistes sont restés à l'écart de la production agricole directe pendant plus d'un siècle. Dans une période d'essor de l'industrie, de la banque et du commerce, la terre ne procurait pas un retour sur investissement suffisant : 0,88 % selon une étude de 1911 !

Les paysans constituaient la majorité de la population, ils nourrissaient les villes. Négociants et transporteurs prélevaient leur bénéfice : le pain était cher ainsi que les autres denrées, ce qui provoquait des vagues de colère dans la population urbaine. Cela pouvait inciter les prolétaires à revendiquer de meilleurs salaires : pour conjurer ce risque, les capitalistes anglais

avaient fait le choix d'ouvrir largement le pays aux importations venues du vaste empire britannique. Les prix bas ruinaient les petits paysans ; n'importe, l'industrie avait besoin de bras. Que la France ait fait le choix inverse du maintien d'une agriculture archaïque, au prix d'un lourd protectionnisme, peut paraître aberrant.

L'explication est politique : en développant le prolétariat, les capitalistes avaient conscience de créer leur futur fossoyeur. Le Second Empire puis la Troisième République ont voulu une classe nombreuse de petits propriétaires, conservatrice et garante de l'ordre social, encore influencée par l'Eglise et dans l'ouest par les hobereaux. Cette masse paysanne serait mobilisable contre les prolétaires partageux comme on l'a vu quand le gouvernement de Versailles a envoyé des troupes d'origine rurale écraser les communards. C'est sans doute cet épisode qui a motivé les choix de la Troisième République.

Quand sa Majesté britannique ouvrait l'Angleterre aux importations, les gouvernements français les entravaient par des droits de douane. Cette politique allait à l'encontre du libre échange qui dominait alors : l'agriculture sortait du droit commun, on parlerait aujourd'hui d'exception agricole. Son promoteur, Jules Méline, républicain modéré, créateur du Crédit agricole et du mérite du même nom, ministre de l'agriculture et président du Conseil, inventa le « tarif ». Selon lui, l'économie française peut être assimilée à un arbre dans lequel l'industrie représente les branches et les feuilles,

et où l'agriculture représente le tronc et les racines. Nous ne sommes pas loin de la terre qui ne ment pas...

EN MARGE DU CAPITALISME ET À SON SERVICE

Le tarif douanier instauré en 1892 consolidait un protectionnisme déjà présent. Il allait maintenir une paysannerie nombreuse, une masse de petites fermes, et cela jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Mais à quel prix ? La viabilité du système reposait sur la misère de beaucoup de familles paysannes, souvent pire que la condition ouvrière qui a connu des améliorations tardives mais réelles quand l'essor du syndicalisme a permis d'imposer des lois sociales. Souvent trois générations vivaient sous le même toit, les valets de ferme mangeaient à la table mal garnie des maîtres et dormaient dans la grange, sans vrai salaire. Le travail des enfants a perduré à la ferme plus longtemps qu'à l'usine ; les vacances scolaires libéraient les enfants pour les travaux des champs.

Le paysan était propriétaire de quelques parcelles et d'une ferme, d'équipements sommaires et de quelques têtes de bétail. Le foncier et les bâtiments, capital accumulé par les générations successives, ne lui rapportaient rien d'autre que le droit de travailler dur. C'était, avec la rémunération dérisoire du travail agricole permise par l'autosubsistance, la condition du maintien d'un système qui aurait explosé si la cherté des denrées avait contraint les capitalistes à





augmenter les salaires pour permettre la reproduction de la force de travail.

LIBRE-ÉCHANGE OU PROTECTIONNISME, UN VIEUX DÉBAT TRÈS ACTUEL

Le protectionnisme avait été instauré pour résister à la mondialisation des échanges qui était largement amorcée dans le dernier quart du XIX^e siècle grâce à l'amélioration du transport maritime. La concurrence internationale menaçait directement les producteurs de blé, produit décisif dans l'alimentation des villes. Les viticulteurs, déjà frappés vers 1880 par les dégâts du phylloxera, furent confrontés au développement de la production de vin en Algérie. Ce fut une des causes de la révolte du Languedoc en 1907. De même les productions coloniales vinrent concurrencer les huiles de la métropole ; s'agissant de produits « français », on ne pouvait pas leur opposer de barrières douanières.

Les arguments des partisans du protectionnisme ne sont guère différents de discours plus contemporains. La Société des agriculteurs de France, fondée en 1867 par de gros agrariens, pointe la disparité des charges entre la France et les pays concurrents qui disposeraient de terres abondantes et moins chères et surtout de main-d'œuvre à bon marché. Ceux des partisans du libre-échange sont tout aussi classiques. Ils affirment l'impossibilité de bloquer les importations sans pénaliser les exportations ; ils dénoncent le frein à la modernisation des exploitations agricoles et à la recherche de gains de productivité qui pourraient sembler superflus à une paysannerie artificiellement protégée.

Comme nous l'avons vu plus haut, les choix politiques ont longtemps primé sur l'économie. Cela a conduit à une France demeurée plus rurale que l'Angleterre, la Belgique ou l'Allemagne, avec un important électorat conservateur se partageant entre les républicains modérés et la droite cléricale, le socialisme ne s'implantant dans quelques régions qu'entre les deux guerres. Mais la petite taille des exploitations, divisées par les successions, la faiblesse de la mécanisation et de l'utilisation des engrais ont abouti à une agriculture peu concurrentielle dans le monde capitaliste, avec des rendements en céréales et en pommes de

terre inférieurs d'un tiers à ceux d'autres pays d'Europe du nord. Cela donne des arguments aux tenants d'une agriculture « moderne », c'est-à-dire pour beaucoup capitaliste.

LES CAPITALISTES POINTENT LEUR NEZ

C'est au lendemain de la Grande Guerre que s'amorce l'intensification de la production, en bonne partie en raison de la baisse de la main d'œuvre-disponible. L'hécatombe qui a durement touché le monde paysan ainsi que l'attrait des emplois mieux payés de l'industrie ne laissent guère de choix. Les plus petits paysans et de nombreux salariés alimentent l'exode rural.

Les capitalistes, s'ils n'investissent toujours pas dans la terre, trouvent un nouveau débouché avec le développement du machinisme, de l'usage des engrais chimiques et des semences certifiées. C'est l'époque du Comptoir français de l'azote et des aides de l'Etat à la « chimie nationale », des Potasses d'Alsace et de celles de Gafsa, de Kuhlmann (devenu ensuite Ugine puis Pechiney). La séparation devient plus nette entre une majorité de paysans qui continue à consommer l'essentiel des produits de la ferme et une minorité orientée principalement vers le marché. Travaillant toujours pour un faible revenu, le paysan est désormais ponctionné en amont par ses fournisseurs et en aval par le négoce, intermédiaire obligé qui commercialise sa production, sans oublier la banque, le Crédit agricole mutuel, qui multiplie les prêts. Cela ne change rien cependant au modèle agricole qui continue à reposer sur l'exploitation familiale. En 1938, l'agriculture occupait encore 31 % de la population active.

Les années trente sont des années de crise et l'agriculture n'y échappe pas avec des prix qui connaissent d'importantes fluctuations. C'est aussi le début des politiques de régulation avec la création en août 1936 de l'Office du blé et le début de la coopération entre l'Etat et les organisations professionnelles agricoles.

La situation des paysans n'était toujours guère enviable, la vie quotidienne était dure, les inégalités régionales très fortes. La remise en cause brutale d'un modèle basé sur une multitude de petites exploitations n'en fut pas moins très mal vécue. Avec « la fin des paysans », selon le titre du célèbre ouvrage d'Henri Mendras, c'est toute une organisation sociale qui allait disparaître.

LE PACTE MODERNISTE

Après la Libération, le développement de la production agricole devient une priorité nationale. Il s'agit bien sûr de retrouver le niveau d'avant-guerre et d'en finir avec les pénuries, mais les ambitions vont au-delà : il faut développer les exportations, principalement en Europe, et abaisser les prix de revient et de vente pour contribuer au relèvement du niveau de vie. Le 1^{er} plan (1946) en énonce les moyens : bâtir une agriculture convenablement orientée et puissamment équipée, grâce à l'équipement de l'exploitation familiale (on ne sort donc pas de ce cadre) et la mécanisation de la grande culture intensive, déjà avancée dans les céréales et la betterave. Cela n'est pas dit explicitement, mais cette modernisation passera par le dégagement de la main-d'œuvre excédentaire, donc la disparition des petites fermes non rentables.

Photothèque rouge/Franck Houlgatte.



En quelques années, on passe du rationnement à la surproduction. En 1953, les prix de la viande et du lait s'effondrent. En fait cette crise est liée aux structures, celles des exploitations modernisées et productives pouvant livrer davantage sur le marché et accroître leur revenu, en se contentant d'un niveau de prix auquel les petites fermes ne peuvent pas résister. L'Etat adopte des mesures de régulation du type de celles qui existent pour les céréales, tout en affichant la gageure de faire régner le « meilleur prix possible à la fois

pour le producteur et le consommateur ». Cela suppose un Etat-providence agricole capable d'assurer des prix de soutien, avec entre autres des subventions aux exportations. Mais comme le coût est élevé, la tentation est forte de réserver les aides aux plus productifs et d'accompagner par une sorte de « plan social » la disparition des autres.

C'est le gaullisme qui atteindra cet objectif avec les lois d'orientation de 1960-1962. Cela n'alla pas sans résistances, les manifestations furent nombreuses et souvent violentes, la répression fut sévère. Le gouvernement se heurtait à deux types d'opposants. A droite, les vieux dirigeants de la Corporation, nostalgiques de Pétain, et le mouvement poujadiste qui défendait également l'Algérie française ; à gauche, la contestation portée par le Mouvement de défense des exploitations familiales (MODEF) créé en 1959



par des militants communistes et socialistes qui voulaient défendre les petits producteurs. Comme on l'a vu à de nombreuses reprises, les thèmes de la colère paysanne embrassaient à la fois la question des prix et celle des structures sur un fond général de défense des campagnes contre le gouvernement central.

Mais ce dernier ne céda pas et le ministre de l'agriculture, Edgar Pisani, trouva des alliés dans le monde paysan, dans les cadres formés par la JAC (Jeunesse agricole chrétienne) qui as-

piraient à un renouvellement du syndicalisme agricole et avaient pris la direction du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs). Davantage formés et instruits que leurs aînés, ils aspiraient à s'affranchir d'un système qui maintenait les jeunes dans un statut d'aides familiaux, sous la houlette du père et parfois du grand père ; on conçoit que les filles aient été les plus désireuses de changement. Ils voulaient exercer leur métier dans des exploitations viables, sur le modèle de l'Europe du nord, permettant un niveau de vie égal à celui des travailleurs des villes.

Ils collaborèrent donc sans état d'âme à une réforme des structures qui éliminait les petites fermes en imposant un seuil pour les installations et les transmissions et en proposant aux vieux agriculteurs une indemnité viagère de départ. L'exploitation familiale restait la base du système, ce qui passait par la lutte contre les « cumulards » et les propriétaires non exploitants. Le capitalisme n'était pas remis en cause, seulement ses excès ; l'idéologie de la JAC était le christianisme social.

En échange de ce soutien, le gouvernement favorisa le dialogue avec le CNJA, amorçant ainsi une cogestion de la politique agricole. Au nombre des jeunes interlocuteurs on trouve Michel Debattise et Raymond Lacombe, deux futurs dirigeants de la FNSEA, le premier devenant ministre en 1978, mais aussi Bernard Lambert qui créa le Mouvement des paysans travailleurs, un des ancêtres de la Confédération paysanne.

LA FIN DES PAYSANS ?

Depuis 1967, année de publication du livre d'Henri Mendras qui pointait la disparition de dizaines de milliers de fermes et les risques de la concentration, le mouvement s'est accéléré. La population active agricole directe, hors les emplois induits, représentait 31 % des actifs en 1945 ; aujourd'hui, c'est moins de 3 %. Une des conséquences a été la désertification de certaines zones rurales, au niveau au moins des résidents permanents, avec des effets négatifs sur le tissu économique local. La concentration des exploitations a participé à la disparition de tout un réseau de petits opérateurs de proximité, meuniers, fabricants d'aliments, artisans de produits agroalimentaires, abattoirs municipaux. Les services publics ont

aussi été impactés.

Nous ne traiterons pas dans cet article des épisodes qui ont jalonné cette évolution. Le marché commun, puis la politique agricole commune ont joué un rôle important. Avec les accords du GATT (prédécesseur de l'OMC) ont disparu les dernières barrières à la mondialisation du commerce. Dans cette jungle où seuls survivent les plus forts, les mieux adaptés à la concurrence, ce sont les paysans des pays les plus pauvres qui ont été les premières victimes, l'exode rural n'apportant pas des bras à l'industrie mais plutôt une population misérable aux bidonvilles. Mais ce constat ne doit pas faire oublier les disparités au sein du monde agricole dans les pays riches. Tous les céréaliers ne sont pas de gros riches, tous les éleveurs ne sont pas petits et pauvres, tous les vigneronns n'exportent pas des grands crus.

Moins d'agriculteurs, mais plus riches ? Sans doute leur niveau de vie a-t-il progressé, mais celui des autres catégories sociales également, et pour la plupart d'entre eux il stagne aujourd'hui, voire régresse, sort commun aux classes populaires. Leurs manifestations ne sont pas celles d'éternels mécontents ; la grande majorité s'est lourdement endettée pour suivre les injonctions productivistes, agrandir les exploitations, investir dans le machinisme et les installations, pour se retrouver prise en étau entre des coûts de production qu'ils ne maîtrisent plus et des prix de ventes imposés au plus bas par un nombre restreint d'opérateurs.

La concentration a encore de beaux jours devant elle. Les difficultés d'accès au foncier et les coûts incompréhensibles des équipements ne facilitent certes pas les installations, mais hors des productions spécialisées offrant des marchés de niche le métier de paysan n'est pas attractif. Cela n'est pas inéluctable, une politique agricole et agroalimentaire anticapitaliste pourrait changer la donne, permettre des créations d'emplois en agriculture, nombreux et correctement rémunérés ; un retour à la terre qui ne serait pas synonyme d'un retour au passé de la paysannerie propriétaire et de l'exploitation familiale mais pourrait reposer sur des exploitations coopératives avec un autre mode de gestion du foncier. □

Des mutations qui laissent à l'écart beaucoup d'agriculteurs

PAR GÉRARD FLORENSON

Il y a du nouveau dans le monde agricole, au point qu'on peut y voir l'amorce d'une rupture dans l'histoire des rapports entre le capitalisme et la terre...

Depuis quelques années se développe en France une agriculture capitaliste, avec un décalage par rapport à d'autres pays qui s'étaient engagés plus tôt dans cette voie. Sur l'historique, outre le texte des pages 21 à 23 de ce dossier, on peut renvoyer à deux bons articles, très documentés : celui d'Alban Pellegris, « Le capital s'en va aux champs », publié entre autres sur le site de la revue *Contretemps*, et « Quel avenir pour le monde paysan ? », publié dans le numéro de novembre 2015 de *Lutte de classe*, la revue de Lutte ouvrière.

LE RETOUR À LA TERRE DES CAPITALISTES

Une agriculture capitaliste, ça n'est pas seulement des paysans propriétaires exploités par les marchands d'intrants et de machinisme, par les banques, les industriels et la distribution. Même si ces fonctionnements classiques se perpétuent et se renforcent du fait de la concentration en aval et en amont de la production, concentration jusqu'à présent bien plus rapide que celle des fermes, il y a du nouveau dans le monde agricole, au point qu'on peut y voir l'amorce d'une rupture dans l'histoire des rapports entre le capitalisme et la terre.

La tendance est au développement de grandes exploitations industrialisées et très productives (souvent au détriment de la qualité et toujours au préjudice de la santé et de l'environnement) avec des coûts de production plus faibles que la moyenne. Ces exploitations existent en élevage comme dans les grandes cultures, emploient des salariés en plus grand nombre soit directement – ce qui est le cas en élevage – soit au travers d'entreprises de travaux agricoles. Présentées comme des exemples de compétitivité dans le cadre d'une politique

axée vers les exportations, elles récupèrent la plus grande partie des aides européennes et nationales, ce qui ne les empêche pas d'exiger toujours davantage de subventions et d'exonérations fiscales et sociales au prétexte que, fortement insérées dans les marchés mondiaux, elles affrontent la concurrence des pays à faible coût de main-d'œuvre. Cette agriculture industrielle, gourmande en eau et en intrants, dégage suffisamment de revenus pour intéresser désormais des investisseurs qui n'ont pas grand-chose à voir avec le monde paysan. Le projet de la ferme des mille vaches s'inscrit dans cette logique de développement d'usines à lait, à œufs, à viande, produisant à bas prix en fonction des exigences des industriels et de la grande distribution. Ferme est en l'occurrence un terme plutôt décalé, c'est bien d'entreprises dont il est question. Mais si dans un premier temps elles peuvent prospérer sur les ruines des petites et moyennes exploitations, il serait hasardeux de spéculer sur un capitalisme sans crises, ces dernières étant consubstantielles au système ; en agriculture, elles se traduisent par des prix erratiques, la mondialisation démantelant les dernières barrières douanières et la réglementation des marchés, comme on le voit avec la suppression des quotas laitiers.

INTÉRÊT ET LIMITES DES MODÈLES ALTERNATIFS

On assiste à la renaissance d'un tissu de petites exploitations, pas toujours en bio mais bénéficiant souvent de labels, privilégiant la vente directe, les marchés paysans, les circuits courts et les réseaux de commercialisation indépendants de la grande distribution. Ces exploitations, individuelles ou familiales, peuvent vivre grâce aux prix de vente plus élevés que leur permettent l'évite-

ment d'intermédiaires trop puissants ainsi que le goût des consommateurs pour les produits de qualité. C'est bien sûr un modèle plus sympathique que l'agriculture industrielle, meilleur pour nos papilles comme pour l'environnement. On ne peut que se réjouir de voir des travailleurs satisfaits de leur métier et parvenant à en vivre. Mais si l'existence de ce type de



En 2009 dans l'Oise. Photothèque rouge/Babar.

ferme est précieuse pour démontrer que le gigantisme n'est pas la voie obligée et pour expérimenter d'autres modes de culture non polluants, il ne faut pas rêver d'un développement tranquille de pratiques alternatives, à l'insu ou à l'ombre du capitalisme dominant qui finirait, au moins dans le secteur agricole, par s'effondrer tout seul dans une sorte d'an 01. Par ailleurs la propriété privée et le mode familial d'exploitation, typiques de l'agriculture française traditionnelle,

sont rarement remis en cause.

L'existence de modes de productions différents est parfaitement tolérable par le Capital. Quand la demande se développe, l'industrie et la grande distribution s'y intéressent pour prélever leur part de bénéfice en proposant des débouchés aux producteurs, au point de proposer des rayons spécialisés en produits locaux de qualité. Quand elle reste marginale, elle est un alibi écologique, un supplément d'âme pour la bourgeoisie, sans compter que les nantis préfèrent bien se nourrir et réserver la malbouffe aux classes populaires. Cependant il s'agit souvent de marchés dits « de niche », représentant une faible part de la production de denrées alimentaires. Les débouchés sont limités par le faible pouvoir d'achat d'une grande partie des consommateurs qui s'approvisionnent pour l'essentiel dans les grandes surfaces où ils trouvent ou croient trouver des prix plus intéressants.



Au-delà des moyens limités d'une population souvent contrainte de compresser son budget alimentaire pour faire face aux autres dépenses (logement et transports pèsent plus que l'alimentation), il est un autre obstacle au développement d'une agriculture locale de qualité : c'est la concentration des industries agroalimentaires et du commerce.

Jadis chaque canton avait son moulin, son abattoir, son atelier de découpe, sa petite entreprise de transforma-

tion. Les uns ont disparu parce que moins rentables face à la concurrence des grandes minoteries ou des grands groupes, les autres ont été condamnés pour de prétendues raisons sanitaires, en fait faute d'investissements pour améliorer les installations. Chaque village avait sa boulangerie, sa boucherie, son épicerie : on sait la suite. Il ne s'agit pas d'idéaliser le passé : les petits paysans étaient pressurés par le négoce et la situation des salariés des entreprises artisanales n'avait rien d'enviable (elle ne l'est toujours pas). Les marges des multiples intermédiaires étaient supportées par les consommateurs. Une société débarrassée de l'exploitation capitaliste devra reconstruire sur d'autres bases, sous le contrôle des producteurs agricoles et industriels et de la population, les infrastructures locales indispensables pour un autre développement agricole.

UNE MAJORITÉ DE PAYSANS ÉTRANGLÉS PAR LE SYSTÈME

La majorité des exploitations n'appartient ni à l'une ni à l'autre de ces catégories. Petites ou moyennes, individuelles ou en société familiale, elles luttent pour survivre et dégagent de plus en plus souvent des revenus inférieurs au SMIC qui, contrairement au passé où dominait la polyculture, ne sont plus compensés par une certaine autosuffisance. Ce sont ces agriculteurs qui manifestent parfois violemment une colère qui n'est pas toujours tournée vers les responsables de leurs difficultés ; ce sont eux qui sont les premières victimes des polluants qu'ils utilisent à foison ; c'est dans leurs rangs qu'il y a le plus de suicides.

La force du système, bien appuyé en cela par la FNSEA, a été de convaincre ces agriculteurs qu'ils n'étaient pas des travailleurs de la terre, proches des salariés, mais des chefs d'entreprise. Or non seulement ils se débattent dans un contexte de plus en plus concurrentiel, mais cette concurrence est loin d'être aussi libre et non faussée que le prétendent les libéraux. La situation la plus caricaturale est celle des éleveurs en intégration¹, devenus une main d'œuvre sans droits ni garanties. Mais bien d'autres sont totalement dépendants des grands groupes privés ou coopératifs, comme on vient de le voir avec Bigard et la

Cooperl s'entendant comme larrons en foire pour boycotter le marché du porc breton et refuser d'appliquer les hausses de prix. Coincés entre les fournisseurs d'intrants et d'aliments qui imposent leurs prix de vente (souvent des prix mondialisés comme pour les céréales et le soja, ou liés aux cours du pétrole pour les engrais) et les grands groupes de l'agroalimentaire et de la distribution qui refusent d'augmenter leurs prix d'achat même de quelques centimes, ces agriculteurs sont littéralement étranglés.

Ils ont suivi les conseils des pouvoirs publics : pour être compétitifs ils ont agrandi leur exploitation, ont investi et sont surendettés. Toute baisse des prix de vente met leurs comptes dans le rouge. Acculés, ils expriment légitimement leur rage, mais sans remettre vraiment le système en question. Selon une tradition ancrée chez les « indépendants » ils ne dénoncent pas le libre-échange mais ses excès, les charges, le coût de la main d'œuvre, les règlementations sociales et environnementales plus strictes en France que dans les autres pays, la protection de l'ours et du loup, en résumé la concurrence déloyale.

Comment leur reprocher ce manque de discernement quand aucune alternative au capitalisme n'apparaît plus crédible ? Pourtant il y a urgence. Transparaît une nostalgie de la « vieille France », une image idéalisée d'un prétendu équilibre social qui n'exista jamais, les années dorées où le protectionnisme de Jules Méline maintenait des prix rémunérateurs.

Ce programme rétrograde, souvent mâtiné de machisme et de xénophobie, converge assez avec les propositions démagogiques du Front national pour que celui-ci s'implante, au fil des élections, dans l'électorat paysan et plus largement rural. Et la violence des milices paysannes contre les ZADistes doit aussi nous faire réfléchir. L'enjeu est de taille pour les anticapitalistes : il ne s'agit ni de stigmatiser une catégorie sociale désespérée ni d'appeler abstraitement à l'unité ouvrière et paysanne qui demain réglerait tout. □

¹ Le contrat d'intégration, conclu entre un producteur ou un groupe de producteurs agricoles, et une ou plusieurs entreprises industrielles ou commerciales, établit des obligations en principes réciproques de fourniture de produits ou de services. Mais c'est en réalité le « donneur d'ordres » situé en amont de la production qui dicte ses conditions.

Les salariés, oubliés du monde agricole

PAR GÉRARD FLORENSON

Les débats sur l'agriculture évacuent souvent les salarié(e)s, soit près d'un million de permanents et de saisonniers dans les exploitations agricoles, dans les entreprises agroalimentaires, les négoce et les coopératives. On s'intéresse à juste titre aux difficultés des agriculteurs, moins aux salaires et aux conditions de travail de cette partie du prolétariat

Jadis presque chaque ferme avait ses valets et embauchait des journaliers au moment des récoltes. La mécanisation est passée par là, accélérée par la pénurie de main-d'œuvre due à l'hécatombe de 1914-1918 et par l'exode rural. La tendance s'est inversée. L'agrandissement des exploitations exige davantage de main-d'œuvre, notamment en élevage mais aussi en horticulture. Les céréaliers emploient peu de salariés permanents mais ont recours à des entreprises de travaux pour les labours, les semailles et les moissons. Or les aides familiaux ne sont plus au rendez-vous, conjoints et enfants exerçant d'autres métiers. La volonté des femmes de s'affranchir de l'esclavage qu'ont connu leurs mères et de disposer d'une indépendance financière n'y a pas été pour rien. Les saisonniers restent nombreux lors des vendanges et des cueillettes.

LES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

Ces entreprises ont connu un développement rapide du fait des évolutions des modes de consommation vers davantage de produits transformés. Cette importante branche de l'industrie a été moins touchée que d'autres par la crise et compte plus de 600 000 salariés, même si les concentrations et les délocalisations, comme dans l'industrie sucrière, jouent contre l'emploi.

On connaît les grands groupes comme Danone, Nestlé, Unilever, les gros opérateurs comme Bigard, mais l'agroalimentaire est le domaine de PME qui sont contrôlées par les groupes industriels, solution trouvée pour échapper aux seuils sociaux et se livrer au jeu des cessions. Ainsi, acquise par Danone, la biscuiterie LU a subi en avril 2001, alors qu'elle était bénéficiaire, la fer-

meture de deux sites et un plan de licenciements. Six ans plus tard, Danone revendait LU au groupe US Kraft Foods pour 5,3 milliards d'euros.

Mais si les actionnaires se gavent, les salaires sont bas – pour un ouvrier 10 à 15 % de moins que dans d'autres branches. La précarité, les embauches en CDD, le temps partiel imposé et la flexibilité sont mon-

En 2013, grève avec occupation de l'usine Fraisor (spécialisée dans la fabrication de lasagnes fraîches) à Feuchy (Pas-de-Calais). Photothèque Rouge/Estelle.



naie courante. Les conditions de travail sont le gros point noir. La pénibilité, le port de lourdes charges, l'exposition au froid ou à la chaleur font de l'agroalimentaire la branche industrielle comptant un nombre d'accidents du travail et une fréquence de maladies professionnelles nettement supérieurs à la moyenne. Les normes de sécurité sont considérées comme des contraintes nuisant à la productivité.

La prédominance de PME favorise le paternalisme, l'absence de syndicats. Les salariés ne sont pas pour autant résignés. Contre Lustucru, Nestlé, Unilever, contre Pilpa, ils se sont battus pour les emplois, imposant des solutions de reprise et allant jusqu'à constituer leur SCOP.

LA VOIE DIFFICILE DE L'UNITÉ OUVRIÈRE ET PAYSANNE

Tout devrait conduire la majorité du monde paysan à converger avec les autres

classes exploitées. Il y eu des exemples en Bretagne et dans le pays nantais avant 1968 et pendant la grève générale, les paysans aidant les familles ouvrières. Cependant la volonté manifestée par la création du mouvement des Paysans travailleurs, un des ancêtres de la Confédération paysanne, n'a pas débouché sur un front permanent de lutte.

Les facteurs de division dominent. En 1960, les négociants expéditeurs avaient mobilisé les salariés en les menaçant de chômage contre la grève des livraisons d'artichauts des producteurs bretons. A l'inverse, il arrive que des commandos paysans tentent de casser des grèves dans l'agroalimentaire, notamment dans des laiteries.

La plupart des agriculteurs se considèrent comme des chefs d'entreprise, écrasés par les « charges » au nombre desquelles les cotisations sociales et victimes de l'acharnement des contrôleurs du travail et de la sécurité sociale. Ajoutons qu'un paysan qui, tout comme un artisan, trime bien plus de 35 heures a du mal à accepter que ses ouvriers rechignent à en faire autant, d'où des rapports sociaux parfois rudes.

La FNSEA (qui adhère au Medef) contrôle la plupart des coopératives, acteur important de la collecte et de la transformation. Or ces coopératives, pas toujours « sociales et solidaires » avec les agriculteurs, ne le sont pas du tout avec leurs salariés qui, même dans les petites structures, ne sont pas mieux traités que dans les entreprises privées.

Les appels abstraits à l'unité ouvrière et paysanne sont insuffisants. Ce n'est qu'en prenant en main les entreprises que les salariés pourront tenter, comme le font les ex-FRALIB avec leur SCOP, de tisser d'autres liens avec les producteurs, dans une logique non capitaliste. □

Crise porcine et spécificité des crises agricoles

PAR GÉRARD FLORENSON

Les crises se succèdent dans l'agriculture, une production après l'autre, la dernière en date ayant été celle du cochon. Leurs mécanismes et modes de résolution diffèrent de ceux de l'industrie, mais les logiques capitalistes n'y sont pas moins déterminantes.

Quand les producteurs de porc descendent dans la rue pour réclamer des prix qui couvrent les coûts d'exploitation et leur permettent de vivre, ils ne font que défendre leur droit à un emploi et à un salaire décent, un combat dont nous sommes solidaires. Cette solidarité est un préalable à toute intervention sur une autre agriculture si nous voulons être entendus. Certains paysans gagnent bien leur vie, mais d'autres sont réellement en faillite.

Cette crise a défrayé un temps la chronique, puis les manifestations ont cessé, on a parlé un temps des négociations avec le ministère – et puis silence jusqu'à la prochaine. On peut cependant s'attendre à ce qu'en février les membres du gouvernement visitant le salon de l'agriculture soient mal accueillis, d'autant qu'en plus du porc ce sont toutes les filières de l'élevage, viande et lait, qui rencontrent des difficultés.

Mais revenons à nos cochons : si les manifestations d'éleveurs de l'été dernier ont été au départ dirigées contre les pratiques de la grande distribution et de l'agro-industrie qui refusaient d'augmenter les prix, avec des méthodes disons tapageuses, allant jusqu'à vider les rayons des supermarchés des barquettes de « cochon étranger », on a rapidement assisté à un véritable détournement de colère par les dirigeants de la FNSEA, avec la complicité du gouvernement, jusqu'à étouffer le mouvement.

Les centaines de tracteurs qui ont envahi Paris le 3 septembre 2015 n'étaient pas une étape ni un renforcement de la lutte. Ils sifflaient la fin de la partie. Ceux qui ont regardé ces tracteurs énormes et coûteux n'ont pas vu beaucoup d'éleveurs : dans les élevages hors sol, on n'a pas besoin de ces grosses machines. Ils ont vu de gros céréa-

liers mobilisés par la FNSEA, soi-disant au nom de la solidarité paysanne, en fait pour marquer la reprise en main d'un mouvement qu'il fallait chevaucher pour le récupérer et l'instrumentaliser.

L'IMPASSE DU PRODUCTIVISME

Quand s'ouvrent les négociations avec le gouvernement, les grands groupes de l'agroalimentaire et de la distribution, cibles des premières manifestations, sont vite exonérés de leurs responsabilités. Et pour cause : une part importante de la transformation est aujourd'hui contrôlée par des coopératives administrées par des dirigeants de la FNSEA. La Cooperl est, à égalité avec Bigard, le principal acteur dans la filière porcine : la coopérative et l'entreprise privée représentent à elles deux 40 % du marché. Même constat dans la filière laitière, les métiers du grain, le commerce des semences, engrais et produits phytosanitaires, sans oublier le Crédit agricole qui offre quelques jetons de présence aux notables syndicaux.

Le raisonnement du syndicat majoritaire et celui des pouvoirs publics sont identiques : on ne saurait remettre en cause le dogme de l'économie de marché et nos engagements internationaux interdisent tout protectionnisme. Dans ce contexte il est impensable d'augmenter les prix, il faut plutôt les réduire pour gagner des parts de marché. La réponse est donc : gains de productivité, ce qui passe par la concentration des opérateurs dans des usines à viande au prix de nouveaux investissements, par l'allègement des charges jusqu'à l'exonération des cotisations sociales sur les salariés et par la « simplification administrative », entendez moins de contrôles sanitaires et un relèvement des seuils pour permettre des élevages géants.

Message reçu par le ministre de l'agricultu-

re qui répond toujours aux sollicitations des productivistes, démontrant l'imposition des discours officiels sur les orientations agro-environnementales. Pourtant la course à la compétitivité est une impasse puisque chaque pays va continuer à « comprimer les charges » au détriment de la rémunération, de la protection sociale et des conditions de travail des paysans et des salariés, en aggravant les pollutions et sans le moindre souci du bien-être des animaux.

LA FABRICATION DES CRISES AGRICOLES

L'histoire de l'agriculture est jalonnée de crises. Dans le passé, au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, les mauvaises récoltes provoquaient des disettes dans certaines régions ou tout au moins des hausses de prix insupportables pour les classes populaires. Les progrès des transports et du stockage y ont mis fin dans les pays économiquement développés, même si subsistent des poches de misère, mais la malnutrition voire la famine affectent toujours les pays du Sud comme les émeutes de la faim en témoignent. La spéculation et l'écrasement des paysannes locales par les grands pays exportateurs n'y sont pas pour rien, mais les conditions climatiques dégradées jouent aussi un rôle dévastateur.

Les crises que nous vivons aujourd'hui en Europe sont d'une autre nature. Ce ne sont pas les crises de surproduction classiques qui affectent régulièrement, en cas de récolte abondante, les produits qui se prêtent mal au stockage comme les fruits et légumes. Certes elles n'ont pas disparu, mais les mécanismes d'intervention et de re-



trait, moralement contestables quand une partie de la population peut difficilement s'offrir cinq fruits et légumes par jour, sont efficaces : on déverse moins de choux-fleurs et d'artichauts devant les préfectures qu'il y a un demi-siècle.

Lorsqu'il y a surproduction, elle est provoquée par les acheteurs qui ont intérêt à un effondrement des prix. Cette affirmation peut sembler bizarre, mais les grands groupes industriels ont besoin de quantités considérables d'œufs, de lait, de viandes et bien sûr de sucre pour élaborer les plats transformés qui constituent une part grandissante de la consommation, sur la table familiale et dans la restauration collective. Sans même parler de l'aspect gastronomique, ceux qui achètent des centaines de milliers de tonnes et se voient à leur tour rogner leurs marges par la grande distribution (qui détient aujourd'hui 70 % du marché de l'alimentation) considèrent que chaque centime compte. Pour le lait comme pour la betterave sucrière, c'est la fin des quotas qui entraîne une surproduction voulue. Pour d'autres produits, animaux ou végétaux, c'est la mise en concurrence des producteurs de différents pays qui permet de peser sur les prix ; en pleine crise porcine, on a entendu Bigard expliquer que si on lui imposait 1,40 € le kilo de viande, il achèterait ses cochons en Espagne ou en Allemagne. Car il ne faut pas s'y tromper, la concurrence est essentiellement interne à l'Europe, même si quelques pays émergents comme le Brésil et l'Ukraine viennent sur les marchés. Des marchés d'au-

tant plus artificiels qu'ils ne se limitent pas aux primeurs de saison : un même pays peut importer des pommes ou de la volaille et en exporter des quantités équivalentes. Le tournant vers l'exportation a amplifié la déstabilisation. La concurrence ne joue plus seulement sur le marché intérieur, il faut être compétitif pour gagner des parts de marché ou se maintenir au niveau mondial. On en a vu les conséquences pour l'aviculture bretonne, mais deux secteurs qui ne semblent pas affectés par la crise, les céréales et en partie la viticulture, n'échappent pas aux restructurations et aux concentrations. Il faut disputer les grands marchés aux autres pays exportateurs : USA, Canada, Argentine, Australie

et pays de la Mer noire pour le blé destiné à la Chine et aux pays arabes. C'est pire pour le vin où la compétition conduit à s'adapter aux goûts supposés de la clientèle internationale (nous avons échappé de peu au rosé de coupage) et à revenir sur trente ans d'amélioration de la qualité pour faire à nouveau « pisser la vigne ».

AUX ORIGINES DE LA CRISE DU COCHON ET DES AUTRES...

On ne peut guère parler de surproduction. Alors que la tendance dans les pays déve-

qu'une balance commerciale largement excédentaire grâce aux exportations de vin et de céréales ne console pas le producteur de tomates ou de melon qui voit, en pleine récolte, déferler les produits andalous. Les côtelettes des grandes surfaces peuvent être de cochon étranger, autant de viande de porc français est consommée dans d'autres pays. Apposer des étiquettes « origine France » n'est qu'une mascarade ne garantissant en rien la qualité, une production industrielle ne valant pas mieux qu'une autre.



La crise de la filière porcine, dernière en date de crises agricoles récurrentes. Photothèque rouge/Franck Houlgatte.

loppés est à la baisse de la consommation de viande, celle-ci semble répondre davantage à la diminution du pouvoir d'achat qu'à des préoccupations écologiques ou à des recommandations médicales. En effet les viandes moins chères, porc et volaille, sont les moins affectées par cette baisse qui profite par ailleurs aux œufs et aux produits laitiers, secteurs pourtant en crise. En porc, la balance commerciale de la France est équilibrée en tonnage et déficitaire en euros car elle exporte des viandes fraîches et importe de la charcuterie, dont la consommation progresse et pour laquelle les Espagnols sont moins chers. La colère contre les importations est donc mal orientée, même si on peut comprendre

Incendier des camions réfrigérés à la frontière espagnole, ou pire, comme en juillet 1990, brûler vifs des moutons dans une bétailière attise les haines sans rien résoudre. Le jeu import-export n'est qu'un moyen parmi d'autres que se donnent les opérateurs pour faire baisser les prix des matières premières, l'objectif étant de pousser à la création d'usines à produire du lait, des œufs ou de la viande afin de fournir les conserveries et autres fabriques de plats cuisinés. Avec la circonstance aggravante, par rapport aux productions végétales, de l'horreur de l'univers concentrationnaire et des souffrances imposées aux animaux.

LA COMPLICITÉ DE LA FNSEA

L'arrivée de Xavier Beulin, tenant de l'agriculture capitaliste et promoteur des agrocultures, à la tête de la FNSEA, a mis fin à la fiction de la défense de tous les paysans ; ses prédécesseurs étaient des petits éleveurs, même si leurs multiples casquettes complétaient bien leurs revenus. Le mythe de l'unité paysanne est tombé.

La situation des éleveurs de porcs ne diffère guère de celle du reste des paysans, sauf que l'agriculture industrielle y est plus développée, avec davantage de salariés. Une minorité est constituée d'investisseurs à la tête d'élevages très performants ; ils bénéficient de subventions et d'exonérations de cotisations sociales et peuvent gagner de l'argent malgré des prix à la baisse. Un petit nombre, orienté vers des productions labellisées, tire son épingle du jeu. Quand la majorité, des exploitations familiales (la plupart des groupements et sociétés restent dans ce cadre) employant ou non des salariés, est condamnée à grossir ou à disparaître, sachant qu'il n'y aura pas de place pour tout le monde. □

RÉVOLTE DES BANLIEUES DE 2005

Déjà l'état d'urgence, l'islamophobie et la faiblesse du mouvement ouvrier...

PAR ANTOINE LARRACHE

L'histoire balbutie. En 2005 déjà, un gouvernement décidait de mettre en place l'état d'urgence, en application d'une loi adoptée en 1955 pour combattre la révolution algérienne.

Cette fois, ce sont les enfants de la génération ayant combattu pour la liberté contre l'Etat français qui se sont trouvés confrontés à la « gestion coloniale des banlieues ».

C'était « la France d'avant » Sarkozy. Dans ce pays-là, un mouvement lycéen avait, sinon gagné, du moins mené la vie dure au « gouvernement CRS » (Chirac Raffarin Sarkozy) avec quatre mois de mobilisations, de blocages de lycées, de manifestations massives contre la loi Fillon (déjà !). Dans cette France, le 4 octobre, un million de travailleurs défilaient contre la politique du gouvernement, « pour le pouvoir d'achat, l'emploi et les droits des salariés ». Selon *L'Humanité*, 74 % de la population exprimait sa sympathie envers la mobilisation. Les universités commençaient à se mobiliser contre la pénurie budgétaire et l'inter-syndicale de l'enseignement supérieur prévoyait une « assemblée nationale le 20 novembre ». Les 7, 8 et 9 novembre, des grèves avaient lieu dans la métallurgie, à EDF et à la SNCF.

Le gouvernement venait de subir une défaite cuisante dans le référendum sur la Constitution européenne, qui avait vu le « non » l'emporter malgré l'appel commun de l'UMP et du PS, avec une dynamique très importante du « non de gauche ».

Nous étions donc dans un pays où chacun reconnaissait la présence au premier plan des luttes sociales, la contestation du pouvoir gouvernemental et même une certaine forme d'unité du mouvement ouvrier dans les mobilisations.

LA RÉPRESSION POLICIÈRE POUR JUGULER LES LUTTES

La droite cherchait déjà un moyen d'endiguer les mobilisations sociales, qui affaiblissaient à chaque fois le gouvernement et les ambitions présidentielles de ses représentants, qu'elles soient incarnées par Sarkozy ou par le dauphin de

Chirac, Villepin. La défaite sur la Constitution européenne, le 29 mai, avait été un traumatisme pour la classe dominante qui, parmi les seules en Europe, n'avait pas réussi à faire ainsi avaliser par la population l'austérité et le libéralisme.

La montée en puissance de Sarkozy au sein de l'UMP, après son accession au ministère « de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales » en 2002 et à la présidence de l'UMP fin 2004, correspondait à la mise en place progressive d'une politique répressive contre les mouvements sociaux et les « classes dangereuses ». Sarkozy mettait ainsi en place le fichage ADN pour toute personne soupçonnée d'un quelconque délit (sauf délit d'initié ou financier).

Entre décembre 2004 et avril 2005, le mouvement lycéen contre la loi Fillon avait rassemblé des dizaines des milliers de manifestants, culminant avec environ 500 lycées (sur un total de 2600) bloqués le 7 avril. Le gouvernement avait combattu ce mouvement de toutes ses forces, en envoyant des centaines de CRS et gardes mobiles contre les manifestations, avec gazages, arrestations de centaines de jeunes et des dizaines de procès conduisant notamment à deux peines de prison ferme pour des lycéens ayant « jeté des projectiles ».

Les manifestations avaient également attiré des jeunes de quartiers très populaires dont certains avaient participé, avec la complicité de provocateurs policiers, à des vols de téléphones sur les lycéens des quartiers plus favorisés. Les coordinations lycéennes tentèrent d'unifier les lycéens des différents milieux sociaux, mais un discours raciste se développait autour d'un soi-disant « racisme anti-blanc », notamment à l'initiative des courants sionistes Hachomer Hatzaïr et

Radio Shalom, ou encore d'Alain Finkielkraut. La surenchère qui suivit la manifestation du 8 contribua à affaiblir le mouvement, les manifestations apparaissant désormais risquées à de nombreux lycéens. Le mouvement lycéen se concentra alors sur des actions de blocage de lycées, mais l'absence de manifestations le rendit progressivement moins visible et plus isolé.

Le 26 mai, le Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) intervenait à Bègles contre des postiers en grève, qui furent ensuite lourdement sanctionnés (un licenciement, six exclusions temporaires, quatre mutations d'office). A la rentrée de septembre, des syndicalistes étudiants ont été attaqués par les CRS lors d'actions pour les « sans-facs » à Jussieu et Nanterre. La grève à la SNCF est confrontée à une intervention du GIGN.

UN RACISME DÉBRIDÉ

Mais ce sont surtout les déclarations de Sarkozy qui illustrèrent la transformation de la politique gouvernementale. Après la défaite sur le référendum constitutionnel, il revint au ministère de l'Intérieur après un passage à l'Economie et décida de franchir un cap.

Le 20 juin 2005, à La Courneuve, il déclara : « les voyous vont disparaître. Je mettrai les effectifs qu'il faut, mais on nettoiera la cité des 4000 (...) Le terme "nettoyer au Kärcher" est le terme qui s'impose, parce qu'il faut nettoyer cela ». Il fixa l'objectif de 23 000 expulsions, assimilant ainsi les étrangers à la délinquance qu'il prétendait éradiquer. Le 26 octobre, à Argenteuil, Sarkozy était insulté par des jeunes du quartier et l'objet de jets de pierres sur



son passage. Devant les caméras, il déclarait : « vous en avez assez, hein, vous avez assez de cette bande de racailles ? Eh bien on va vous en débarrasser » et « je dis tout haut ce que tout le monde pense tout bas, que si l'on n'aime pas la France on n'est pas obligé d'y venir et on n'est pas obligé d'y rester. »

Ces déclarations successives ont indéniablement préparé le terrain à la révolte des quartiers populaires en montrant le mépris du pouvoir envers la jeunesse de ces quartiers, soumise aux contrôles au faciès, au chômage de masse et maintenant menacée d'expulsion.

LES ÉVÉNEMENTS

Jeudi 27 octobre, à Clichy-sous-Bois, la brigade anti-criminalité poursuit six jeunes. Trois jeunes se cachent dans un transformateur électrique. L'un d'entre eux est grièvement brûlé, les deux autres, Zyed (17 ans) et Bouna (15 ans) meurent électrocutés.

Dans les heures qui suivent, les jeunes sont accusés de cambriolage, la police prétend même qu'ils ont tenté un cambriolage dans le transformateur. Le gouvernement dédouane la police. Dans la soirée, les premières émeutes se produisent à Clichy-sous-Bois, de la part de jeunes qui attaquent des policiers et des pompiers. Dès le lendemain, 400 personnes s'affrontent à 400 CRS, qui tirent plus de 150 flashballs, 300 grenades et procèdent à 53 interpellations, dont 33 gardes à vue, huit comparutions immédiates qui se soldent par trois condamnations, dont deux à huit mois de prison ferme.

« Dimanche soir, alors que tous les médias parlaient "d'apaisement", la police jette une grenade lacrymogène pendant la prière de rupture du jeûne: "nous sortions de la mosquée, et la police nous a encerclés, flashballs au poing. Ils nous ont pris à partie (...) ils ont mis en joue des mères de famille qui sortaient de la prière et ils se sont mis à les insulter : "cassez-vous bande de putes et surveillez mieux vos enfants !", explique Morad. »¹. Lundi, les émeutes se propagent à Sevran, Aulnay, Bondy, Tremblay-en-France, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Mantes-la-Jolie, Villeparisis, Antony, Bobigny, Villepinte, Le Bourget, Le Blanc-Mesnil, Montfermeil. Elles s'étendent ensuite à Pau, Toulouse, Strasbourg, etc. 200 communes sont touchées. Entre le 27 octobre et le 17 novembre,

9200 véhicules sont incendiés, avec un pic le 7 novembre (1400 véhicules). « La Mutuelle des collectivités territoriales estime la facture à 250 millions d'euros, dont 80 % pour les collectivités territoriales et 20 % pour les propriétaires privés. »²

La répression est féroce. « Le 14 novembre, le ministère de la justice décomptait triomphalement 2 734 gardes à vue depuis le 29 octobre, 639 comparutions immédiates de majeurs, 489 mandats de dépôt (prison préventive, pour plusieurs mois) pour des majeurs, 108 mandats de dépôt pour des mineurs, 375 condamnations de majeurs à de la prison ferme (contre seulement 41 relaxes), 494 mineurs présentés à un juge pour enfants (...) des émeutiers ont été condamnés à de la prison ferme pour avoir brûlé des poubelles, pour "détention de liquide inodore et incolore", ou tout simplement pour s'être trouvé là au mauvais moment. »³

L'ÉTAT D'URGENCE

L'extrême droite est en embuscade. Finkelkraut déclare dans Haaretz : « on voudrait voir dans les émeutes une révolte de jeunes contre la discrimination et le chômage. Le problème est que la plupart sont noirs ou arabes, avec une identité musulmane (...) On a peur du langage de vérité : On préfère dire "jeunes" que "noirs" ou "arabes" (...) Désormais, on enseigne qu'ils furent [la colonisation et l'esclavage] uniquement négatifs, et non que le projet colonial entendait éduquer et amener la culture aux sauvages ». Philippe de Villiers et Jacques Bompard, maire d'Orange, renchérissent : « il s'agit quand même d'une guerre civile ethnique [dans des] territoires laissés en location-gérance à des religieux en djellaba ». Hélène Carrère d'Encausse se lâche : « tout le monde s'étonne : pourquoi les enfants africains sont dans la rue et pas à l'école ? Pourquoi leurs parents ne peuvent pas acheter un appartement ? C'est clair, pourquoi : beaucoup de ces Africains, je vous le dis, sont polygames. Dans un appartement, il y a trois ou quatre femmes et 25 enfants. Ils sont tellement bondés que ce ne sont plus des appartements, mais Dieu sait quoi ! On comprend pourquoi ces enfants courent dans les rues. » Et Sarkozy joue la carte du complot : « cela n'avait rien de spontané et était parfaitement organisé. Nous sommes en train de chercher par qui et comment ». Cette offensive idéologique permit au gouvernement de proclamer l'état d'urgence le mardi 8 novembre. Sarkozy déclara qu'il avait « demandé aux préfets que les étrangers, qui sont en situation régulière ou irrégulière, qui ont fait l'objet d'une condamnation, soient expulsés sans

délai de notre territoire, y compris ceux qui ont un titre de séjour. Quand on a l'honneur d'avoir un titre de séjour, le moins que l'on puisse dire c'est que l'on n'a pas à se faire arrêter en train de provoquer des violences urbaines ». Il assimilait donc sans aucun scrupule étrangers et émeutiers, alors



DR.

que les étrangers n'avaient représenté que 6 % de l'ensemble des condamnations judiciaires.

Sylvie Thénault, dans un article intitulé « L'état d'urgence (1955-2005). De l'Algérie coloniale à la France contemporaine : destin d'une loi. »⁴, rappelait que l'état d'urgence a été analysé par divers observateurs, professeurs de droit ou proches de Sarkozy, comme « disproportionné ». Car, concrètement, selon elle, « l'état d'urgence a servi, principalement, à prononcer des couvre-feux dans les agglomérations touchées, alors que les maires des communes possèdent déjà ce pouvoir. Des rassemblements ont aussi été interdits, à Paris et à Lyon. » Elle attribuait cette décision à un choix essentiellement politique. Alors que Chirac était aux abonnés absents depuis son AVC de septembre, Villepin, son favori pour la présidentielle de 2007, tentait de concurrencer Sarkozy dans la surenchère raciste et répressive. Sylvie Thénault estima que la loi de 1955 avait été choisie non pas « en dépit de son origine coloniale », mais « précisément, en raison de cette origine, pour adresser aux Français qui consi-

dèrent la lutte contre l'insécurité comme l'un des chantiers majeurs du présent un message de fermeté. » Elle ajoutait : « l'état d'urgence est aussi – et au moins autant – une loi de répression politique qu'une loi coloniale. Les deux, d'ailleurs, ne sont pas contradictoires. »

taient en effet le fait que la mobilisation des quartiers populaires était intégralement une réaction au racisme, à la pauvreté dans les quartiers et au désengagement de l'Etat, qui n'était plus vu que comme un outil de répression. Contrairement à ce que prétendait le pouvoir,

quartiers soient désarmés face à la montée du FN. Les classes populaires, en particulier les jeunes, disposent moins que jamais d'un parti pour les représenter.

En second lieu, Sylvie Thénault insiste sur le fait que « l'état d'urgence s'enracine ainsi dans l'histoire de la répression en France, visant des mouvements politiques et/ou terroristes, recourant au droit et à la justice, au nom de la défense de la République contre ceux qui voudraient la mettre en péril. Aux colonies, certes, mais pas seulement : anarchistes et communistes y firent face aussi. Dans tous les cas et suivant des modalités variables sous la III^e, la IV^e et la V^e République, il s'agit, pour l'autorité politique, de recourir exceptionnellement à une répression légale pour tenter de "juguler une crise, de maintenir le régime et d'empêcher un changement perçu comme séditionnel, factieux ou subversif" ».⁵

Elle nous demande de comprendre que la proclamation de l'état d'urgence donne un sens, y compris a posteriori, à la révolte de 2005, qui devient ainsi une réaction subversive à la crise de la nation, notamment à l'exacerbation des discriminations.

Ce qui amène à la dernière conclusion : en 2005, le gouvernement Villepin a cherché comme réponse à la révolte la mise en place du CPE, celle de la loi sur « l'égalité des chances », celle de l'apprentissage à 14 ans. Il a ainsi tenté de s'attaquer à une frange bien plus large de la jeunesse, en subissant une défaite importante. Il n'est donc pas exclu que les victimes de la version 2015 de l'état d'urgence, que ce soient les jeunes de quartiers dont la barbe est jugée trop longue ou les militants écologistes assignés à résidence, se retrouvent dans les prochains mois au centre d'une révolte générale de la jeunesse contre les attaques gouvernementales. C'est en tout cas ce que l'on peut souhaiter : que l'ampleur des attaques répressives, racistes et antisociales provoquent enfin une révolte organisée de la jeunesse des quartiers populaires. □



D'après un sondage de l'institut CSA, 73 % des Français auraient alors approuvé la proclamation de l'état d'urgence.

UNE MOBILISATION SOCIALE

Le 10 novembre, les JCR furent sidérés d'accueillir jusqu'à 30 d'organisations de jeunesse, de la Fédération anarchiste au MJS, dans le local temporaire de la LCR. La discussion montra la totale déconnexion entre les organisations de jeunesse et le secteur qui se mobilisait, l'incapacité à structurer, à influencer, mais aussi la compréhension partagée que la révolte des quartiers était légitime, que l'état d'urgence était une loi raciste, antidémocratique et liberticide. Un appel commun dénonça « l'incapacité des gouvernements successifs depuis des années à faire reculer le chômage et la précarité [et] la systématisation des discriminations et [le] développement des politiques sécuritaires », exigea le retrait de l'état d'urgence et la démission de Sarkozy, mit en avant des revendications concrètes et lança un appel à manifester.

Les organisations de jeunesse ressen-

les jeunes arrêtés étaient inconnus des services de police. Même si le mouvement ne se dota ni de revendications, ni de cadres d'auto-organisation, il fut une réaction au chômage des jeunes (supérieur à 50 % parmi les jeunes des quartiers populaires), aux déscolarisations nombreuses à partir de 16 ans, aux contrôles de police, à la précarité.

UNE GESTION COLONIALE DES BANLIEUES, MAIS PAS SEULEMENT

Le chômage, la répression quotidienne comme l'état d'urgence démontraient que les méthodes coloniales étaient utilisées sans retenue par le gouvernement. Mais il y a au moins trois leçons supplémentaires à retenir.

Tout d'abord, cette gestion coloniale, appuyée sur l'islamophobie, la peur des « classes dangereuses » et la faiblesse du mouvement ouvrier, est plus que jamais d'actualité. Depuis 2005, ce dernier n'a pas réussi à s'implanter et à organiser le prolétariat dans les quartiers populaires. Le résultat est une forme de ghettoïsation, le développement des courants complotistes, et le fait que les

1 RED, le journal des JCR (Jeunesses communistes révolutionnaires, alors l'organisation de jeunesse de la LCR) n° 59, novembre 2005.

2 Wikipédia.

3 RED, le journal des JCR, n° 60, décembre 2005.

4 A lire absolument : <http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2007-1-page-63.htm>

5 Frédéric Monier, « Le régime intangible ? République et conspirations », revue Politix, troisième trimestre 1999, p. 25.

ANTICAPITALISTES, DE FLORENCE JOSHUA

Une sociologie historique de l'engagement de 1968 à 2009

PAR PATRICK LE MOAL

« **C**haque époque possède une possibilité nouvelle, mais non transmissible par héritage, qui lui est propre » (Walter Benjamin).

Pourquoi est-il utile aujourd'hui de revisiter l'histoire d'un courant politique, celui de la JCR de 1968, devenue Ligue communiste, puis Ligue communiste révolutionnaire avant sa dissolution pour créer le NPA en 2009 ?

La conclusion du livre éclaire l'intérêt de ce travail assez rare, qui donne des éléments pour comprendre les logiques et les dynamiques de l'engagement militant : « les échecs des "socialismes réellement existants" ont remis en cause jusqu'à l'idée même de la possibilité d'une alternative politique au capitalisme. La gauche de changement social se trouve aujourd'hui dans une situation de crise historique, non pas par manque de propositions mais parce qu'elle est orpheline d'un "paysage de désir", souhaitable et envisageable par le plus grand nombre. Le socialisme du XXI^e siècle apparaît aujourd'hui comme une hypothèse.

« Son paysage aux contours incertains a du mal à rassembler ceux qui défendent un retour au modèle originel et ceux qui cherchent à inscrire son projet dans de nouvelles formes et à lui trouver un nouveau langage. Mais l'aspiration au changement social et à la volonté de rupture avec le système capitaliste perdurent, et donneront sans doute naissance à de nouvelles formes d'engagement politique. Car l'histoire n'a jamais dit son dernier mot. »

Alors que le mouvement ouvrier issu du dernier siècle continue à se déliter en soubresauts interminables, que le besoin d'une nouvelle représentation politique pour les exploité-e-s et les opprimé-e-s est de jour en jour plus urgent et nécessaire, le travail de Florence Joshua nous donne bon nombre d'éléments pour appréhender les évolutions des processus de l'engagement militant comme produit de l'interaction permanente entre le contexte politique et social et les individus. Si le parti a une trajectoire propre, faite de ses positionnements et

actes politiques, « il est aussi une production collective puisqu'il est composé des milliers de trajectoires individuelles de ses militants qui évoluent selon leurs propres rythmes et dont les réorientations influent en retour le collectif. »

EMPILEMENT ET RUPTURES

Quarante années de bouleversements sociaux majeurs confrontés à l'investissement de milliers de militantes et de militants, avec des dynamiques particulières conjoncturelles, locales, sectorielles, voire individuelles, offrent une telle multiplicité de situations qu'on peut toujours penser qu'il manque tel ou tel aspect. C'est inévitable, mais cela ne retire rien à l'intérêt de ce livre.

Mené entre 2003 et 2007, à partir des données des cartes d'adhérents des années 2003 et 2005, de deux questionnaires, un premier remis aux délégués du congrès national de 2003, et un autre remis aux militants présents aux congrès locaux pour le congrès national de 2006, puis de plusieurs dizaines d'entretiens, le travail de l'auteure aborde de manière tout à fait intéressante des questions importantes.

Elle constate tout d'abord l'empilement de strates militantes différentes. Si celles-ci se retrouvent dans la LCR du début des années 2000, elles représentent des formes d'engagement militants bien éloignées.

La génération des fondateurs de la JCR en 1966, formée pour l'essentiel d'étudiants exclus de l'Union des étudiants communistes, est devenue en 2006 très minoritaire. En outre, il y a eu une rupture en 2002, avec un doublement des effectifs après la campagne présidentielle et la présence du Front national au second tour, rupture de même ampleur que celle qui s'était produite après 1968 (triplement des effectifs). Ce doublement des effectifs après 2002 a produit deux évolutions importantes.

D'abord, un rajeunissement : « 59,5 % des militants ayant adhéré à partir de 2002 ont moins de quarante ans, et près de 40 %

n'ont même pas trente ans. » Cette communauté d'âge qui n'a pas milité dans la période 1960/1970 porte des repères, des représentations marqués par des contextes historiques, politiques et sociaux autres, comme le mouvement social de novembre-décembre 1995 ou la campagne pour le non de gauche au référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005.

Ensuite, une transformation des caractéristiques sociales du recrutement. Si la LCR avait été jusqu'alors marquée par son origine étudiante, puis composée de militants ayant une insertion sociale par le travail prioritairement dans le public, dans les secteurs en lutte, dans l'éducation nationale, les militants « post-2002 » sont issus de milieux sociaux plus variés. Comme c'est le cas dans le salariat, la proportion de militants en situation d'emploi précaire augmente (29 % des adhérents « post-2002 » contre 12 % auparavant), celle des demandeurs d'emploi doublant pour atteindre 8 %. Il y a un recul du poids des catégories socioprofessionnelles auparavant très représentées à la LCR (enseignants, cadres et professions intellectuelles supérieures) au profit des catégories populaires. Les employés et ouvriers constituent « près du tiers des effectifs post-2002 », beaucoup plus souvent dans le privé.

Enfin, si certains de ces nouveaux militants rejoignent la LCR avec des investissements syndicaux et associatifs parfois conséquents, d'autres, nombreux, sont des « primo-militants », écoeurés par les partis de la gauche institutionnelle membres de la Gauche Plurielle, le PS, le PC et les Verts, avec une forte sensibilité « aux questions liées à l'antiracisme, au féminisme ou à l'écologie ».

LA CRISE DES CERTITUDES ANTÉRIEURES AU COEUR DES RECONFIGURATIONS SUCCESSIVES

« Un monde sans utopie tourne inévitablement son regard vers le passé » (Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille*).

Dans la période 1968/76, le schéma stratégique était clair, hérité de la révolution russe : la grève générale insurrectionnelle. En 1976, Daniel Bensaid précise que « *cela ne signifie pas que la prise révolutionnaire du pouvoir se produira nécessairement sous la forme d'une grève générale et d'une insurrection, mais qu'il n'y aura pas de prise du pouvoir sans que soient réunies les conditions de cette grève insurrectionnelle.* » Dès la seconde moitié des années 1970, après les défaites du Chili et du Portugal, encore plus après la victoire de Mitterrand en 1981 qui n'a pas été suivie du « débordement » attendu, les certitudes sont remises en cause. Les militants basculent d'une posture offensive, soutenue par ces certitudes théoriques, vers un positionnement plus défensif. Au cours des années 1980, le corpus marxiste perd lentement de son emprise. La période 1989-91, de la chute du Mur de Berlin à l'effondrement du bloc soviétique, est une défaite historique suivie d'une offensive conservatrice, sans que la fin du « socialisme réel » soit l'occasion d'un bilan stratégique.

On parle alors d'hypothèses stratégiques, on remet en chantier les questions. Les réponses à l'auteure montrent que « *quelque soit la strate d'engagement, l'effacement du schéma stratégique est patent (...) les militants avancent souvent un certain nombre de repères, d'acquis et de principes qui guident leur action (...) il y a des boussoles, il y a des bornes, il y a des trucs qu'il ne faut pas faire.* » Une de ces boussoles est l'exigence d'une prise du pouvoir démocratique, avec l'idée que la violence défensive est légitime, ou lors d'une insurrection impliquant la majorité de la population.

Mêmes incertitudes sur le projet politique, « *toutes strates d'engagement confondues* » précise l'auteure. Le bilan des échecs du XX^e siècle convainc les militants du danger de s'appuyer sur un modèle de société, et l'idée qu'une avant-garde éclairée, le parti, pourrait avoir raison tout seul a fait son temps. Si l'on peut dire simplement qu'on n'a pas de modèle de société, qu'on la construira tous ensemble, « *les militants interrogés au cours de la première décennie des années 2000 ont fréquemment exprimé le besoin de disposer d'un "paysage de désir": une image, même abstraite, même purement négative, ou une "image souhait" d'une réalité différente, soit une utopie pour asseoir leur critique.* » Comment gérer l'irruption du doute ? Si le travail de l'auteure ne peut répondre à

cette question, il est évident que nous devons y réfléchir, pour éviter que le besoin de certitudes dans un contexte saturé d'incertitudes pousse vers une forme d'orthodoxie doctrinale plus ou moins ossifiée qui ne permet aucunement d'aborder les nouvelles coordonnées du monde dans lequel nous militons.

EVOLUTIONS, PERCEPTIONS DES MILITANTS

Dans une troisième partie intitulée « *Changer la vie ... militante* », sont abordées deux aspects.

D'une part la remise en cause « *multiforme* » du militantisme révolutionnaire professionnel qui avait été celui des « *années 68* », et pour lequel le « *Je* » n'avait pas sa place quand « *l'histoire nous mordait la nuque* ». Cette remise en



Florence Joshua, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Editions La Découverte, 2015, 324 pages, 23 euros.

cause « *porte sur la place de l'individu face au collectif, sur les rythmes partisans et le fonctionnement quotidien, berf sur l'ensemble des façons d'être militant.* » Il n'y a jamais eu d'attitude uniforme, que ce soit au même moment dans l'organisation ou dans le temps pour chaque militant. L'appel à faire de la politique autrement avait commencé dès les années 1970.

Si beaucoup de choses ont changé, tant dans les rythmes militants que dans les conditions de recrutement et d'implication, d'autres ont du mal à se transformer, à cause de la prégnance des modèles antérieurs. En fait, petit à petit

coexistent différents modèles de militantisme, sachant que l'implication des militants dans l'engagement syndical ou associatif est toujours très important.

C'est le cas de la place des femmes dans un parti qui s'est créé autour d'un modèle de militantisme masculin, avec des « *figures héroïques masculines* ». Là encore, malgré les débats, la déconstruction des processus de la domination masculine permise par le mouvement féministe, la mise en place d'un fonctionnement réellement égalitaire se heurtent à des pesanteurs très lourdes. La mise en place de la parité n'élimine pas la « *forte rémanence des hiérarchies et des différenciations de genre* » : « *les militants répètent souvent ce qui a été dit par une militante, semblant ne pas avoir entendu son intervention ou ne l'ayant tout simplement pas écoutée. Ils se répondent beaucoup fréquemment entre eux.* »

Malgré cela, « *de nombreux entretiens mettent en lumière ce qui apparaît comme facteur primordial du maintien de l'engagement à la LCR : les liens affectifs tissés dans le cadre du militantisme, la joie du collectif, l'euphorie que peut procurer le sentiment d'être "ensemble", la découverte d'une force, inexpérimentée jusque-là, capable de transformer la révolte brute individuelle, ressentie auparavant comme "destructrice", en une puissance d'agir collective* ».

Cette approche est rarement discutée, parfois perçue comme peu politique. Elle est pourtant tout aussi importante dans la constitution d'un collectif que l'orientation politique. La pérennité du groupe est aussi le produit d'une « *rétribution symbolique* », tout ce qui rend normal, indiscutable le sentiment d'appartenance à une groupe. D'autant que la tâche qui est devant nous, de reconstruction d'une expression politique des exploité-e-s et des opprimé-e-s qui soit plus que la constitution d'un groupe politique, qui soit la représentation de ceux d'en bas, passe par ce travail de construction de collectifs partout. Nous avons au moment de la création du NPA touché du doigt les problèmes que cela pose à celles et ceux qui sont habitués à la routine de petites organisations. Le livre de Florence Joshua est un bon outil pour réfléchir sur nous, pour nous aider à aborder les tâches de la période qui vient avec un regard critique sur notre fonctionnement. □

« Washington, nous avons un problème... »

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS



DR

C'est le titre choisi par *The Economist* pour sa une du 5 septembre dernier. Cette revue de référence des milieux de la finance tirait alors la sonnette d'alarme face à l'ascension de Donald Trump, en tête des sondages dans la course à la nomination républicaine pour l'élection présidentielle de la fin 2016.

L'hebdomadaire listait les positions les plus extrémistes, provocatrices ou stupides du milliardaire égocentrique : expulsion de 12 millions d'immigrés sans-papiers, construction d'un second mur à la frontière mexicaine (que le Mexique serait contraint de financer lui-même), lancement d'une guerre commerciale contre la Chine, accusée d'« exploiter » les travailleurs américains – sans parler d'un sexisme aussi exacerbé que caricatural. La dernière en date, énoncée en décembre, est d'interdire l'entrée des Etats-Unis à tous les musulmans « jusqu'à ce que le gouvernement y voie clair »...

Pourtant cela ne lui a pas nui. Quatre mois plus tard, Trump est passé de 25-30 % d'intentions de vote républicaines à 35-40 %. Celui qui semble se détacher en seconde position, le sénateur du Texas Ted Cruz, est quant à lui le premier choix des évangélistes et du Tea Party, l'extrême droite du Parti républicain qui se défie du populisme de Trump, un personnage non issu du sérail et jugé incontrôlable. L'égérie du Tea Party, l'ex-candidate à la vice-présidence Sarah

Palin, a récemment déclaré sa flamme à Marion Maréchal-Le Pen qu'elle a comparée à... Jeanne d'Arc. Le candidat pointant au troisième rang, qui bénéficie des financements les plus conséquents de « grands donateurs », le sénateur Marco Rubio, se situerait pour sa part – si l'on veut faire une comparaison française – quelque part entre Wauquiez et Philippon. Quant au représentant de l'establishment républicain, le fils et frère de président Jeb Bush, il recueillerait moins de 5 % des voix.

La droite étatsunienne a donc effectivement un problème. Devant cette situation, les milieux d'affaires se préparent très majoritairement (pour certains, la mort dans l'âme) à voter Hillary Clinton. Mais contrairement aux espoirs de l'appareil démocrate, rien n'est réglé à l'avance. Le dernier sondage national donne, en cas de duel Clinton-Trump en novembre prochain, 38 % de voix pour la première contre 37 % pour le second.

Tout cela reflète une crise sociale énorme – qui ne se traduit que marginalement à travers la campagne de Bernie Sanders, le très respectueux concurrent « socialiste » d'Hillary Clinton à l'investiture démocrate. Les réunions publiques de Trump voient se presser des gens de droite mais aussi nombre d'anciens électeurs d'Obama. Ce qui y prédomine – signalent de nombreux observateurs – est la « rage » face à un déclassement social qui marque la fin du « rêve américain ». Se présentant

comme l'archétype de l'« antipolitique », Trump ne manque pas d'utiliser la démagogie sur ce terrain-là aussi, par exemple quand il dénonce les gestionnaires de *hedge funds* qui ne paient pas d'impôts et sont « tous partisans de Jeb Bush ou Hillary Clinton ».

La revue étatsunienne *Jacobin* a publié récemment sur son site un débat sur le thème « Donald Trump est-il un fasciste ? »¹ Les contributions les plus pertinentes répondent que non, le fascisme présentant des caractéristiques qui ici sont absentes (volonté de détruire physiquement les organisations du mouvement ouvrier et de renverser les institutions démocratiques-bourgeoises, soutien de secteurs significatifs du grand capital, etc.), mais que cela ne signifie pas que le discours de Trump – et d'autres candidats républicains – ne représente pas un sérieux danger.

Le secteur le plus intéressé à le décrire comme un « fasciste » est en fait... la direction du Parti démocrate, qui espère bénéficier une fois de plus d'un vote de « moindre mal ». C'est pourtant la politique des Démocrates, entièrement au service du capital par-delà telle ou telle mesure ou posture, qui pave la voie à de tels phénomènes. Une fois de plus dans les élections du 8 novembre, l'enjeu sera l'expression d'une politique indépendante des deux grands partis capitalistes. □

¹ <https://www.jacobinmag.com/2015/12/donald-trump-fascism-islamophobia-nativism/>